

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE
DE VIGNY et Comp. Place de la Bourze
N° 3, où l'on reçoit les annonces pour
l'Insulaire Française.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35.

L'aéronaute Cosmachi a fait une ascension à Turin pendant les fêtes du mariage du duc de Savoie. Après avoir long-temps plané dans les airs, il est descendu au village de Montcalier. Des soldats, étonnés de cette apparition, se sont rués sur l'infortuné Cosmachi : le prenant sans doute pour quelque ange déchu, ils l'ont battu et laissé comme mort sur la place. L'aérostat, estimé 18,000 fr., a été mis en pièces. Le roi de Sardaigne a rendu responsable du dommage tout le régiment auquel appartenait ces vandales.

Chez les FRÈRES FABIANI, à Bastia.

à 3 fr. 50c. le volume.

BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER.

VICTOR HUGO.

Notre-Dame de Paris, 2 vol.
Bug-Jargal, 1 vol.
Han d'Islande, 1 vol.
Odes et Ballades, 1 vol.
Orientales, 1 vol.
Feuilles d'Automne, et Chants du Crépuscule, 1 vol.

Voix intérieures, et Les Rayons et les Ombres, 1 vol.
Cromwell, 1 vol.
Littérature et Philosophie mêlées, 1 vol.

DE BALZAC.

Le Père Goriot, 1 vol.
Eugénie Grandet, 1 vol.

ALFRED DE VIGNY.

Poésies complètes, 1 vol.

ALFRED DE MUSSET.

Comédies et Proverbes, 1 vol.
Nouvelles, 1 vol.
Confession d'un Enfant du Siècle, 1 vol.

CHARLES NODIER.

Romans (Jean Soggar, Thérèse, etc.), 1 vol.
Contes (Trilby, La Fée, etc.), 1 vol.
Nouvelles (Souvenirs de Jeunesse, etc.), 1 vol.
Souvenirs de la révolution, 1 vol.

GOETHE.

Werther, suivi de Herman, trad. Leroux, 1 vol.
Théâtre, trad. X. Marmier, 1 vol.

MADAME DE STAËL.

Delphine, avec préface de Sainte-Beuve, 1 vol.
De l'Allemagne, avec préface de X. Marmier, 1 v.

CASIMIR DELAVIGNE.

Messéniennes et Poésies diverses, 1 vol.
Théâtre complet, 3 séries.

AIMÉ MARTIN.

De l'Éducation des Mères de famille, 1 vol.
Lettres à Sophie sur la Physique, etc., 1 vol.

OUVRAGES DE CHOIX.

Du Pape, par Joseph de Maistre, 1 vol.
Essais sur l'Histoire de France, par Guizot, 1 vol.
Satyre Ménippée, avec notes, par C. Lahitte, 1 v.
Œuvres de la comtesse de Souza, 1 vol.
Physiologie du goût, par Brillat Savarin et La Gas-
tronomie, poème par Berchoux, 1 vol.
Obermann, par de Senancour, 1 vol.
Manon Lescaut, par l'abbé Prévost, 1 vol.
Poésies complètes d'André Chénier, 1 vol.
Poésies de Millevoys, 1 vol.
Poésies d'Antoine de Latour, 1 vol.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

AVIS.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Route royale de Bastia à Bonifacio.

Le public est prévenu qu'attendu le refus opposé par les sieurs Mathieu et Pierre frères Campana de la commune de Castellare, canton de Vescovato, de céder à l'amiable plusieurs parcelles de terrain pour l'ouverture de la route royale de Bastia à Bonifacio dans la traversée du territoire de ladite commune de Castellare, au lieu dit *St-Pancrace*; et en vertu de l'arrêté que M. le préfet de la Corse a pris le 16 avril 1842; d'après les dispositions de la loi du 3 mai 1841, le plan parcellaire indicatif des terrains dont l'occupation est nécessaire suivant la direction adoptée par l'administration supérieure, ainsi que l'arrêté susmentionné de M. le préfet de ce département resteront déposés pendant huit jours à la mairie de la commune de Castellare, canton de Vescovato, où le public ainsi que les parties intéressées pourront en prendre connaissance, et faire dans le même délai leurs observations ou réclamations.

Les déclarations qui pourraient être faites pendant la durée de cette enquête seront reçues à la mairie de Castellare dans un procès-verbal que M. le maire ouvrira à cet effet le dimanche cinq juin 1842 et qui sera clos le dimanche suivant 12 du même mois.

Après l'accomplissement de ces formalités l'administration remplira celles qui sont prescrites par les articles 7, 8, 9 et suivants de la loi précitée.

Fait à Bastia, le 23 mai 1842.

Le Sous-Prefet de Bastia,
MORATI.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS AU PUBLIC.

Le public est prévenu que vendredi 1^{er} juillet prochain, à deux heures de l'après-midi, il sera procédé dans une des Salles de l'Hôtel de la Mairie de Bastia, en présence de M. le Maire de la dite ville, de M. le Colonel commandant la 17^e Légion de Gendarmerie, et de MM. le Chef d'escadron et Capitaine commandant les compagnies de la dite Légion, ou de leurs fondés de pouvoirs, à l'adjudication de la fourniture des fourrages à faire pour la nourriture des chevaux des diverses brigades de la 17^e Légion de Gendarmerie départementale de la Corse, du premier octobre 1842 au 30 septembre 1843.

A cet effet, des soumissions cachetées seront déposées au secrétariat de la Mairie de Bastia, où à dater de ce jour on pourra prendre connaissance du cahier des charges, ainsi que dans les bureaux de MM. les Sous-Intendants militaires à Bastia et Ajaccio.

Les soumissions devront être conformes au modèle ci-après :

MODÈLE DE LA SOUMISSION.

Je (Nom et Prénoms) soussigné (Qualité) demeurant à où je fais élection de domicile, m'oblige envers MM. les Membres du Conseil d'administration de la 17^e Légion de Gendarmerie, à fournir les fourrages, Paille, Orges, ou Avoine,

nécessaires aux chevaux de la dite Légion pendant une année à partir du 1^{er} Octobre 1842 jusqu'au 30 septembre 1843 aux prix de (en toutes lettres) la ration complète, telle qu'elle est déterminée par le Cahier des charges en date du 30 Mai 1842, auquel je déclare me soumettre.

Offrant pour ma caution M. (Nom Prénoms et qualité) demeurant à qui a signé avec moi.

Fait à

Toute soumission qui ne sera pas conforme au modèle ci-dessus sera écartée.

Les dites soumissions seront ouvertes en séance, enregistrées et paraphées par le Sous-Intendant militaire, et l'adjudication aura lieu en faveur de celui qui présentera le prix le plus bas.

Chaque soumission devra être accompagnée de l'engagement d'une caution solidaire qui présentera un certificat de l'autorité locale du lieu de sa résidence dûment légalisé par l'autorité compétente, constatant sa solvabilité; l'un et l'autre de ces documents devront être rédigés sur papier timbré. Il ne sera plus reçu de soumission, à compter du 1^{er} juillet passé deux heures après midi; toutes celles présentées après cette époque, seront irrévocablement écartées.

Bastia, le 20 mai 1842.

Le Sous-Intendant Militaire,
SEGONNE.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 21 au 27 mai 1842.

ARRIVÉES.

Portovecchio. gondole Miséricorde, c. Gentile, bois.

Portovecchio. brick Migliacciaro, c. Alessandri, bois.

Portovecchio. tartane Vierge des Carmes, c. Re-bora, bois.

Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota.

Marseille. tartane Jean-Jacques, c. Pignol, lest.

Macinaggio. gondole Lavasina, c. Franceschi, v.

Livourne. mistick Antoinette, c. Laporta, divers.

Propiano. gondole St-Antoine, c. Benedittini, bié.

Pronete. gondole St-Pierre, c. Smutter, vin.

St-Pellegrino. bœuf Vierge des Carmes, c. Fi-gaillo, bois.

Macinaggio. gondole St-Simon, c. Filippi, h. et v.

Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota.

Toulon. bat. à vap. Var. c. Valzi, dépêches.

Fiumorbo. gondole St-Erasme, Dominiaci, charb.

DÉPARTS.

Marseille. brick-goëlette Conception, c. Ersa, d.

Portovecchio. tartane Protégé de la Vierge, c. Ber-gel, lest.

Toulon. b. à vap. Var. c. Valzi, dépêches.

Fiumorbo. gondole St-Joseph, c. Bonelli, mat.

Portovecchio. mistick Conception, c. Bonelli, l.

Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, pass.

Gènes. bœuf Précurseur, c. Cardella, planches.

Civavecchia. tartane St-Gregoire, c. Sacca, lest.

Livourne. bœuf Assomption, c. Belgodere, lest.

Livourne. mistick Assomption, c. Thiers, écoré.

Cagnano. gondole St-Pierre, c. Franceschi, lest.

Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota, pass.

St-Pellegrino. bœuf Jésus-Marie, c. Bausa, lest.

Macinaggio. gondole St-Clément, c. Damiani, l.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Bastia.

Un incident très grave, et qui aurait pu amener une déplorable collision, a eu lieu dimanche dernier à la procession de la Fête-Dieu. Quelque soit notre désir et notre habitude d'éviter tout ce qui pourrait ressembler à des questions personnelles, il nous est impossible de passer ce fait sous silence. Nous devons nous rendre, dans cette circonstance, l'organe du mécontentement public et appeler l'attention de l'autorité supérieure, pour qu'elle prenne des mesures afin d'éviter, à l'avenir, de semblables événements qui, de quel-que point de vue qu'on les envisage, entraînent après eux une sérieuse responsabilité, et pourraient donner naissance à des conséquences qu'il serait trop tard de déplorer, quand elles auraient eu lieu.

Nous ne nous arrêtons pas ici à examiner cette question des préséances, qui a été décidée par un décret de l'Empire et qui a donné lieu à ce fâcheux incident. Ce n'est là qu'un fait accessoire, qui disparaît entièrement devant les moyens qu'on a employés pour rétablir un droit qu'on a cru, à tort ou à raison, méconnu. La question à nos yeux ne saurait être placée sur ce terrain, et aurait-on eu raison cent fois, sous ce point de vue, que rien ne pourrait, à nos yeux, justifier le mode qu'on a employé pour se faire justice à soi-même, alors qu'il était si facile de rentrer en possession d'une place ou d'un rang, que personne n'a songé à discuter sérieusement. Nous laissons donc, pour nous, tout ceci de côté. Il s'agit pas ici de chicanes puériles, mais d'une grave atteinte portée, dans un moment d'irréflexion, au droit, autrement important, de citoyens.

Voici, au reste, comment les faits se sont passés. Le cortège, qui suivait le dais, était sorti de St-Marie dans l'ordre qui avait été fixé et d'après les prescriptions du décret impérial du 24 messidor an 12 et d'après les habitudes constamment suivies à Bastia. Ce cortège fut gardé, sans contestation, jusqu'à l'église St-Jean. Au sortir de cette église, quelque désordre se mit dans le cortège et, sans qu'on s'en fût aperçu, sans qu'on eût attaché la moindre importance à une circonstance aussi indifférente, quelques personnes, les membres du Tribunal de commerce, des membres du Conseil municipal et les fonctionnaires contraindre se trouvèrent, par suite de ce désordre, en avant MM. les officiers de l'état-major de la division. Dans cette circonstance, qui y avait-il

à faire? Une chose bien simple: MM. les officiers de l'état-major de la division et les autres officiers du cortège n'avaient qu'à hâter le pas et qu'à reprendre leur rang. Nous ne pensons pas que personne se fut opposé à cela. Au lieu d'agir ainsi, on a préféré avoir recours à la force. Ordre a été donné à quatre voltigeurs corse et à un caporal, par M. le lieutenant-colonel d'état-major de la division, de faire retirer les personnes qu'il croyait n'être point à leur place et, dans une cérémonie publique, la force brutale est intervenue et son intervention a été provoquée par des personnes qui, malgré leur caractère, n'avaient, autant que nous pouvons le croire, aucune mission pour faire la police dans une cérémonie purement religieuse, et à laquelle elles n'assistaient que comme simples invités: et hâtons nous d'ajouter que les voltigeurs, aux quels cette singulière consigne avait été donnée, ont été si surpris d'agir dans une circonstance si en dehors de leurs habitudes et de leurs devoirs, que leur hésitation a été déjà une leçon pour qui provoquait leur intervention. Simples soldats, ils ont compris qu'ils n'avaient là rien à faire et il est fâcheux que M. le Chef d'état-major de la division n'ait pas compris, comme eux, combien était intempestive et déplacée l'action de la force publique, alors qu'il était si aisé, en faisant quelque pas en avant, de reprendre le rang, pour la conquête duquel on s'exposait à des violences condamnables.

Dans les moments où la tranquillité publique est sérieusement troublée, la force militaire ne peut agir que sur la réquisition de l'autorité civile; elle doit être un instrument docile entre ses mains et son intervention, pour être légale, a besoin d'être invoquée et sanctionnée par la présence des agents de l'autorité civile et dans une cérémonie purement religieuse, de simples invités, parcequ'ils appartiennent à l'armée, se croiraient le droit de donner d'eux même des ordres à leurs subordonnés pour maintenir une question d'étiquette, qu'ils ont cru méconnue et cela quand, à aucun titre, ils ne sont chargés de la police de la cérémonie! Voilà certes un système que nous ne saurions admettre et contre lequel il importe de protester et qu'il est bon de faire connaître au gouvernement, pour qu'il redresse qui a méconnu ses devoirs, qui a outre-passé ses droits. Que dans un pays de conquête, on procède ainsi, c'est possible, car alors le droit du plus fort est le meilleur, mais que, dans un département français, on agisse de la sorte, voilà ce qui se conçoit beaucoup moins et ce qui peut beaucoup moins se justifier. Nous sommes en

Corse, il est vrai, mais la Corse n'est ni moins française, ni moins dévouée que les autres départements français et elle a droit aux mêmes égards, disons mieux à la même justice et ses plaintes seront entendues.

Grâce à la prudence et à la sagesse des personnes, qui ont été victimes de ce manque de convenance, de cet acte de violence, il n'est résulté aucun événement fâcheux; mais supposez, un moment, que ces personnes eussent été plus nombreuses; supposez qu'une irritation, bien excusable en de pareilles circonstances, les eût portées à opposer la violence à la violence, la force à la force, voyez ce qui serait arrivé? Nous aurions été exposés à voir une fête publique, une cérémonie religieuse ensanglantée: si un semblable moyen de police pouvait être admis, si son emploi n'était pas énergiquement blâmé par l'autorité supérieure, il n'y aurait plus de sécurité pour personne et il faudrait renoncer à toutes les réunions où les autorités civiles seraient mêlées aux autorités militaires. Le Tribunal de commerce, le Conseil municipal, les fonctionnaires de l'Université expulsés d'une cérémonie publique par la force des baïonnettes; voilà le spectacle que nous avons eu dimanche et cette expulsion ordonnée par celui qui n'avait aucun caractère pour remplir le mandat de rétablir l'ordre, si tant est que l'ordre eût été troublé. Voilà où un moment d'irréflexion peut entraîner, voilà les conséquences terribles qu'il pourrait amener. Nous le répétons, aurait-on eu dix fois raison pour le fond, ce que nous n'admettons pas au reste, on se serait donné cent fois tort pour la forme et il est bon que l'opinion s'exprime clairement, nettement à cet égard. Derrière la force, il y a la justice, il y a la raison, il y a le droit et si l'on a dit que les baïonnettes sont intelligentes, c'est surtout quand elles restent au rang très honorable que leur assigne la loi et quand elles ne sortent pas de la mission qu'elles ont à remplir, qui est d'obéir à la loi, à l'autorité civile, et de leur prêter main-forte pour rétablir l'ordre, quand il est troublé. Mais jamais, que nous sachions, la force armée, dans un cas semblable à celui dont nous parlons, ne peut intervenir pour se faire justice à elle-même, d'une façon aussi expéditive, alors surtout qu'on n'a aucun caractère pour commander cette intervention si déplacée de la force publique. Au reste nous avons peut-être tort d'insister si longuement sur ce qui n'a été qu'un accident, qui est sans précédent et qui restera sans imitation, nous l'espérons bien. Nous avons peut-être tort

d'arrêter si long-temps l'attention sur un acte aussi blâmable, d'autant plus qu'il n'appartient qu'à une seule personne et que nous ne saurions ni ne voudrions élargir, outre mesure, le cercle de sa responsabilité. Mais c'était un devoir, pour nous, d'appeler la publicité et l'attention de qu'il est difficile d'expliquer et que l'opinion publique a jugé comme il devait l'être. Il est bon de ne jamais laisser prescrire le respect dû à la liberté, respect qui doit être encore plus grand, s'il est possible, de la part de ceux aux quels la loi a confié le dépôt de la force publique. Aujourd'hui, grâce à Dieu et au progrès de la civilisation, la force seule n'est plus rien et avant d'en venir à son emploi, il faut épuiser tous les moyens et dans l'incident, dont nous parlons, il y en avait plusieurs dont on a eu le plus grand tort de ne pas user. Une question d'étiquette tranchée par les baionnettes, ce n'est là ni de notre temps, ni de nos mœurs et peut-être, après tout, serait-ce au ridicule à faire justice de semblables anachronismes, si l'on ne voyait pas derrière tout cela le respect dû à d'honorables citoyens et fonctionnaires méconnu d'une façon si étrange, les conséquences déplurables qui auraient pu en ressortir. — Nous comptons bien que ce sera la première et la dernière fois qu'un fait semblable se passera à Bastia et qu'une satisfaction méritée sera accordée et pour blâmer le mode de procéder et pour le rendre impossible à l'avenir.

Les fonctionnaires du collège se sont empressés, de protester près de M. le recteur de l'académie, contre la violence injustifiable qu'on a employée vis-à-vis d'eux, dimanche dernier. Les membres du tribunal de commerce en ont fait autant et ont adressé une réclamation énergique à M. le ministre de la justice. Le conseil municipal de Bastia, dont quelques membres ont été traités de la même manière, devait, lui aussi, se réunir pour protester de son côté, contre un acte aussi arbitraire que celui que nous avons rapporté. L'autorisation nécessaire pour cette réunion a été demandée et a été accordée. Cette réunion est d'autant plus urgente que le conseil représente, plus directement encore, les droits de la cité et qu'il lui appartient, dans une circonstance de cette nature, de prendre l'initiative. S'il n'a pu le faire, au moins on ne saurait lui en vouloir et la demande d'autorisation prouve déjà quels sont les sentiments de la municipalité et du conseil. Quoique l'affaire, qui a nécessité cette autorisation, soit déjà vieille de quelques jours, elle n'est pas moins grave et ne mérite pas moins de fixer l'attention du gouvernement. Il est animé de trop bonnes intentions vis-à-vis de la Corse pour qu'il souffre qu'un de ses agents puisse établir, même une fois en passant, même dans un moment d'irréflexion ou d'irritation, le droit du sabre. Tout le monde en est convaincu ici et le conseil municipal, ne sera pas le dernier à joindre sa protestation à celle de l'opinion publique.

La commission de la chambre des pairs a laquelle avait été renvoyé l'examen du projet de loi sur les chemins de fer, vote dernièrement par la chambre des députés, a déposé son rapport. Elle conclut purement et simplement à l'adoption du projet de loi, sans l'introduction d'aucun amendement. Cette décision est excellente, puis-que la publication de cette loi si importante, et attendue depuis si long-temps, ne souffrira ainsi aucun retard, si la noble chambre, comme cela est vraisemblable, imite l'exemple de la commission: le rapporteur de la commission était M. de Gasparin.

La chambre des pairs, à adopter le projet de loi relatif au noviciat judiciaire. La chambre des députés a voté les budgets de la guerre et de la marine et des travaux publics.

A la chambre des députés l'on est revenu, une fois encore, dans la séance du 28 mai, sur la question du droit de visite. L'honorable M. Mangin a interpellé à cet égard M. le maréchal Sebastiani. Voici comment s'explique sur la réponse de l'illustre maréchal le *Journal des débats*:

« Au milieu de ce débat, une attaque directe et personnelle de M. Mangin a amené à la tribune M. le maréchal Sebastiani. Accusé d'avoir entamé une négociation sans l'assentiment du ministère dont il tenait ses pouvoirs, le maréchal Sebastiani a répondu de la manière la plus noble et la plus ferme. Nous ne dirons pas qu'il s'est justifié; son caractère, ses antécédents, ses brillants services comme soldat et comme diplomate, n'ont jamais laissé place à un soupçon sur sa loyauté, sur son dévouement à la France; mais il a expliqué la part qu'il avait prise aux divers traités de 1831, de 1833 et de 1841. Nous devons ajouter qu'il a parlé avec l'accent d'un honnête homme qui a la conviction intime d'avoir servi les intérêts de son pays, et qui s'inquiète peu des commentaires malveillants et des calomnies de l'esprit de parti. La Chambre entière l'a écouté avec la plus bienveillante attention.

ELECTIONS. — Nous lisons dans le *Moniteur* Parisien du 25 mai :

« Plusieurs journaux se préoccupent beaucoup depuis quelques jours, de l'époque à laquelle les collèges électoraux seront convoqués, et, sous l'empire de cette préoccupation, se livrent à des suppositions dont le moindre tort est de naviger sur un fondement.

« Nous croyons savoir que le ministère n'a encore pris aucun parti sur la question qu'on agite. Sa décision est nécessairement subordonnée aux avis qui lui seront transmis par les préfets, en réponse à une circulaire récemment expédiée.

« On sait que, dans le cours du prochain trimestre, plusieurs foires importantes doivent avoir lieu dans le Midi. Le gouvernement, voulant que tous les citoyens qui la loi investit de droits politiques puissent prendre part aux élections, sans trop se déranger de leurs affaires et sans nuire à leurs intérêts, a demandé des renseignements de nature à l'éclairer complètement sur ce point.

« L'intention du gouvernement ne peut qu'être approuvée. Le meilleur moyen de donner aux élections le caractère de liberté et de vérité qui leur appartient sous un régime tel que le nôtre, c'est d'y faire concourir tous ceux que nos institutions y appellent. Mais les réponses des préfets ne sont pas encore toutes arrivées, et l'époque de la convocation des collèges ne sera définitivement fixée que lorsque le gouvernement aura été mis en mesure, par les indications qu'il attend, d'atteindre le but qu'il s'est proposé. »

L'île d'Elbe est à six heures de Bastia et pourrait offrir à notre population, par la nouveauté du spectacle, par la facilité et l'économie des moyens de transport qu'offrent les bateaux de la Compagnie Valéry, un but de promenade aussi agréable que varié. A cela il n'y a qu'une difficulté, c'est le prix du passeport à l'étranger qui, avec les visas, constituerait, pour un voyage de 48 heures, une dépense de près de 20 francs. On conçoit qu'à ces conditions l'île d'Elbe restera toujours aussi étrangère de nous que pourrait l'être la Sicile et qu'une course d'agrément à Portoferraio sera toujours regardée ici comme une chimère. Mais s'il y avait

possibilité de lever cette dernière difficulté, le simple passeport à l'étranger et la communication entre les îles, y aurait qu'avantage réciproque pas que S. A. R. le duc d'Angoulême, d'au de grandes difficultés, puisque tout cet arrangement tournerait en faveur de l'île. Si nous sommes bien informés, des négociations sont en cours et elles se touchent à bonne fin. Nous ne doutons pas que l'empressement que mettra à faciliter ces négociations le Préfet de la Corse, qui doit être Bastia, et qui, versait, dans ceci, un royal courage la navigation à vapeur en Corse, dans une saison où les voyages en Italie deviennent moins productifs et indemniserait au moins des sacrifices qu'elle fait pour relia la Corse au continent italien. Par tous les moyens possibles il encourage la navigation à vapeur et les relations qu'elle multiplie, tourment même au préjudice de la navigation à voile: tous les progrès sont pour nous sommes convaincus que M. Jourdan saisira cette occasion pour faciliter à Bastia les moyens de se rapprocher de l'île d'Elbe. Du reste pourquoi ne ferait-on pas pour l'île d'Elbe ce qu'on fait pour les autres pays frontières de la France? On sait avec quelle facilité les habitants des frontières pénètrent dans les pays étrangers voisins. Dans beaucoup de cas, un passeport est inutile, ou tout au plus un passavant de quelques centimes est exigé et ici ces communications auraient d'autant moins d'inconvénients et pourraient d'autant moins exciter d'inquiétudes que ces voyages à l'île d'Elbe ne permettraient qu'un séjour de quelques heures dans cette île et que la surveillance, à supposer qu'elle fut nécessaire à l'égard de simples promeneurs curieux, serait des plus faciles. Nous ne voyons donc pas d'inconvénients réels à la réalisation du projet dont nous parlons et la Compagnie Valéry a eu une excellente idée que nous désirons vivement et dans son intérêt et dans l'intérêt des habitants de Bastia, de voir venir à bon ne fin.

Nous appelons l'attention du commerce de notre ville sur la déclaration suivante qui est de nature à l'intéresser. Nous ajouterons seulement que, d'après d'autres nouvelles, les difficultés entre les deux Siciles et la Hollande, seraient en voie d'arrangement.

« Des difficultés survenues entre le royaume des deux Siciles, d'une part et ceux de Belgique et de Hollande, ayant pris une certaine gravité, le gouvernement napolitain a cru devoir en donner avis aux négociants et armateurs par l'entremise des chambres consultatives de commerce et des intendants de provinces, afin qu'ils eussent à prendre les précautions que leur prudence leur suggérerait. En portant officiellement cet avis à la connaissance des ambassadeurs et ministres étrangers accrédités auprès de la cour de Naples, le ministre des affaires étrangères près de S. M. Sicilienne leur a fait savoir que, par une publication aussi étendue, le gouvernement napolitain entendait écarter toutes réclamations pour cause d'ignorance, qui pourraient être produites dans l'intérêt du commerce et des commerçants quelle que fut la nation à laquelle ils appartiendraient. »

M. le ministre de la marine vient d'envoyer ordres pressants à tous nos ports de mer pour qu'il soit procédé à la construction des bâtiments à vapeur ont été mis sur le chantier.

ON S'ABONNE

AU BUREAU DE

A PAI

A l'Office-Correspondance, M. le maréchal ministre de Vigny et Comp. Place qu'il y aurait cette année N° 3, où l'on a vu les ailes des hospices et hôpitaux de Corse et d'Algérie, divisons. Le docteur Moizis est on du 1^{er} arrondissement; le 2^e, le docteur Pasquier, du 3^e; le 4^e, le docteur Antony, le docteur Guyon, du 5^e; les docteurs et Pasquier, du 6^e arrondissement.

GRAND TOUR. — Le Papin et Bastia, ont été mercredi soir à 2 heures l'île qui remplace en Corse le 4^e de la même arme. Les deux bateaux sont repartis le lendemain, jeudi, à 6 heures du soir, conduisant à Marseille le 3^e bataillon du 49^e qui va tenir garnison dans cette ville.

Les travaux que M. le commandant Ferdinand di fait exécuter à sa merveilleuse grotte touchent à leur fin. Cependant ce n'est que d'ici à quelques jours que son entrée pourra être livrée au public. Nous en ferons connaître l'époque fixe, afin d'éviter des courses qui pourraient être inutiles. Mais dans l'intérêt de cette admirable découverte, si bien traitée par M. le commandant Ferdinand, il importe que sa conservation, il importe que sa surveillance sévère soit exercée sur les visiteurs, que leur nombre ne soit pas très considérable à la fois, car autrement la vue de la grotte n'offrirait pas le même intérêt si le nombre des curieux était considérable et ensuite la grotte ne tarderait pas à s'en aller en détail et en morceaux. Pour éviter ce double inconvénient il importe donc qu'on n'admette à la fois qu'un très petit nombre de curieux. Ce doit être la consigne sévère et inflexible, autrement il ne resterait bientôt plus que le souvenir de cette magnificence. M. le commandant Ferdinand vient de faire graver, sur le rocher, au-dessus de la porte d'entrée, ces mots : *Grotte de Brande, 1841*. Cette commune est donc traitée en enfant gâté de la nature puisqu'elle possède ainsi une très belle cascade et une grotte plus admirable encore.

Par ordonnance royale du 24 avril 1842, ont été nommés chevaliers de la légion d'honneur : M. M. Oletta (Clément), caporal sapeur au 1^{er} de ligne, de Borcheciampe (Nobis Noël Benedict 10), capitaine au 2^e léger. Brignole (Charles), capitaine au 10^e léger. Mandolini (Ange-Michel), sergent au 23^e de ligne. Ignazi (Charles-Mathieu), sergent-major à la 4^e compagnie de sous-officiers vétérans.

Afrique Française.

ALGÉRIE. — Le gouvernement a reçu des dépêches de l'Algérie. M. le général de Bar, commandant le territoire d'Alger, transmet un rapport du général Changarnier, daté de Blidah, dans lequel il est rendu compte du dernier ravitaillement de Médéah, opéré du 9 au 14, sans que le couvoi et la petite colonne qui l'accompagnait aient rencontré le moindre obstacle de la part de l'ennemi. En allant, le général Changarnier s'est porté contre la tribu des Mouznias, qui a perdu 5 hommes

tués et 30 prisonniers, plus 430 têtes de bétail, des bêtes de somme, beaucoup d'armes, etc. Le général Mocquery, qui commande à Médéah, a informé le général Changarnier que les tribus voisines, fatiguées, épuisées, désiraient vivement la fin de la guerre. El Berkani a beaucoup de peine à le retenir dans l'obéissance, et n'en obtient plus aucun acte de dévouement.

Le général de Bar écrit que le 14 mai, M. de Mirandol, lieutenant d'état-major, fait prisonnier devant Mascara, est arrivé devant Blidah, annonçant que 84 autres captifs d'Abd-el-Kader attendaient, sur les bords de la Chiffa, des moyens de transport pour atteindre Blidah le même jour. M. de Mirandol n'a pu encore donner d'explications sur les motifs qui ont engagé Abd-el-Kader à rendre la liberté aux Français prisonniers; il a dû aller prendre un repos que réclamaient impérieusement ses fatigues morales et physiques.

Tout est tranquille dans la Mitidja, et les nouvelles que l'on reçoit des divers points du Sahel donnent à espérer que rien ne troublera la sécurité des travailleurs qui vont être employés à la récolte.

M. le gouverneur-général écrit de Mostaganem, et transmet un rapport du général d'Arbouville, qui vient d'obtenir la soumission des Hachems, Garabas, celle des deux fractions de Beni-Meniarine, et celle d'une partie des Djaffers. L'expédition du général d'Arbouville a duré depuis le 27 avril jusqu'au 9 mai. On a pris aux Oulad Aissa Beni-Meniarine un millier de têtes de bétail et 60 prisonniers. On a ramené de Saïda 3 pièces de canon en bronze du calibre de 2, de 3 et de 4, qui avaient été enterrées lors de l'évacuation des troupes d'Abd-el-Kader.

Le gouvernement a reçu un rapport du général Negrier, daté du camp de Ain-Bobouch, 12 mai, qui annonce la complète soumission de toute la tribu des Haractas. Plus de la moitié de cette nombreuse tribu n'avait pu jusqu'à présent être détachée du parti du bey Achmet.

Nouvelles Diverses.

— Jeudi soir 26 mai, entre 8 et 10 heures, les expériences annoncées du télégraphe de nuit ont eu lieu sur la tour de la vieille église de l'Abbaye-Montmartre. Une partie des membres de la commission de la chambre des députés, chargée d'apprecier le mérite de ce procédé, s'était transportée à Montmartre même pour examiner la machine; les autres membres étaient sur la tour du ministère de l'intérieur, afin de juger de l'effet produit par les signaux. La promptitude du nouveau télégraphe est égale à celle du télégraphe du jour.

— Les funérailles des victimes du 8 mai, dont les restes avaient été déposés au cimetière de Montfermeil, ont eu lieu lundi 23 mai. 24 bières, renfermant pour la plupart des débris non reconnus, étaient placées dans une salle mortuaire décorée de tentures noires, où le clergé de Saint-Sulpice est venu officier. Parmi ces bières se trouvait celle du jeune Bouchard, élève de l'école des beaux-arts, pensionnaire de la ville de Nancy, dont le cadavre a été reconnu en dernier lieu. Le malheureux père de ce jeune homme, qui donnait les plus belles espérances, assistait, brisé de douleur, à cette triste cérémonie.

Les cercueils ont été classés par numéros d'ordre, avec les indications qui ont pu être recueillies, et placés, séparément dans une grande tranchée, de manière à ce que chaque tombe puisse être entourée, si plus tard ces indications fussaient découvrir le nom de quelque victime.

DEUX SICILES. — On écrit de Naples, 12 mai à la *Gazette d'Augsbourg* :

A l'exception de l'armement d'une corvette, tous les autres préparatifs de guerre ont cessé. On regarde le différend avec la Hollande comme arrangé. De leur côté, les assureurs hollandais n'avaient point pris cette affaire au sérieux, ni augmenté le taux des primes.

MEXIQUE. — Un décret récent de Santa-Anna porte qu'il sera ouvert une voie de communication entre les deux Océans à travers l'isthme de Tehuantepec. Cette communication aura lieu au moyen de la navigation sur les rivières, et à défaut de cours d'eau navigables, au moyen de chemins de fer.

Le chemin pratiqué au milieu de l'isthme sera neutre et à l'usage commun de toutes les nations qui seront en paix avec le Mexique.

Don José Garay, auteur du projet, est chargé de l'exécution de l'entreprise.

HAÏTI. — Nous avons parlé de la fermentation qui existait au commencement d'avril à Haïti. Cette fermentation paraît être maintenant calmée. Le président Boyer a déployé une énergie qui a assuré la victoire à son parti. Il a pris sur lui d'interdire l'entrée de la chambre à des membres qui étaient signalés comme dévot et apporter l'agitation, et dont plusieurs avaient été exclus déjà en 1839 pour cause d'indignité. Après quelque résistance, la chambre a ratifié ces éliminations, et il a été résolu que tous les représentants qui n'étaient pas présents ne seraient admis qu'en adhérant à la décision générale.

Le 16, l'ouverture officielle a eu lieu par le président. Dix députés, dont quatre exclus déjà en 1839 et réélus, ont été déclarés inhabiles à siéger.

COUR ROYALE DE BASTIA.

Affaire correctionnelle du juge de paix Tomasini, partie civile, contre les frères G... prévenus de dénégations calomnieuses.

(AUDIENCE DU 17 MARS 1842.)

ARRÊT.

Sur les appels enus par le sieur Tomasini, Vincent, juge de paix de S.-Martin de Lota, partie civile d'une part, G... et T... frères G... prévenus d'autre part, contre le jugement rendu par le Tribunal correctionnel de Bastia, le quatorze décembre dernier, qui a sursis à statuer sur la plainte jusqu'à ce que la partie civile ait obtenu de l'autorité compétente les autorisations nécessaires en pareil cas.

Où Monsieur le Conseiller Stefanini en son rapport à l'audience du dix février dernier;

Où à la même audience M^{re} Fabrizj, avocat de la partie civile, dans ses premières conclusions tendant à la réformation du jugement attaqué et à ce que les frères G... soient déclarés coupables des faits à eux imputés et condamnés aux dommages-intérêts requis;

Où aussi M^{re} Benigni avocat des prévenus qui a conclu à ce que ceux-ci soient renvoyés des fins de la plainte;

Où Monsieur Sigandy substitut du Procureur général en ses réquisitions;

Où de nouveau, à l'audience de ce jour, à laquelle la cause avait été renvoyée pour la prononciation de l'arrêt, M^{re} Fabrizj qui a conclu à ce qu'il lui soit donné acte du déistement que son client déclare former de la plainte par lui portée contre les frères G... et de tout ce qui s'en est suivi, le dit déistement fondé sur ce que le sieur Tomasini a reçu des dits frères G... une lettre en

date du quinze mars courant, par laquelle ceux-ci reconnaissent qu'en le dénonçant aux autorités supérieures ils ont cédé trop facilement à des insinuations qui avaient pour objet moins de les mettre en position d'arriver à la découverte de la vérité qu'à lui nuire; qu'ils ont été trompés sur son compte et que les imputations par eux articulées contre lui, ne sont aucunement fondées;

Où M^e Benigni avocat des frères G... qui a déclaré accepter au nom de ses clients le dit désistement et en tant que de besoin se désiste pour eux de l'appel relevé le vingt deux décembre dernier;

Où enfin Monsieur d'Aigny, avocat général qui a dit ne pas empêcher les actes demandés;

La Cour, appréciant les motifs honorables qui ont déterminé le juge de paix Tomasini et qui sont fondés sur les sentiments de modération et de délicatesse dont il a toujours donné la preuve dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées, lui donne acte de son désistement.

Donne acte aussi de l'acceptation des frères G... et en tant que de besoin du désistement fait par eux.

Fait et prononcé à l'audience publique tenue par la Cour royale de Bastia, chambre des appels de police correctionnelle le dix-sept mars, mil huit cent quarante deux, présens Messieurs Suzzoni, Président, chevalier de la Légion d'honneur; Arrighi, Giordani, chevalier de la Légion d'honneur, et Andrau Moral, chevalier de la Légion d'honneur et de Saint Grégoire, conseillers qui ont signé avec le greffier en chef.

Enregistré à Bastia le vingt-trois mars 1842, folio 78, verso case 3, reçu un franc et dix centimes pour décime.

Signé : CASANOVA.

Four copie conforme délivrée au sieur Tomasini, juge de paix de St-Martin de Lota.

Le greffier en chef de la Cour royale de Bastia, Signé : MARINETTI.

VARIÉTÉS.

VILLE DE PARIS.

NOUS LISONS DANS UNE DE NOS PREMIÈRES REVUES:

« Les voyages à Paris vont se multiplier plus que jamais; c'est maintenant que Paris, avec ses modes, sa société encore composée telle que l'a faite l'hiver, offre un intérêt unique de charme et d'élégance. La transition des habitudes de la saison la plus remplie, la plus agitée, la plus intéressante de l'année à celle des beaux jours, va commencer. — C'est maintenant que Paris a toute sa splendeur, cette splendeur variée du goût actuel appliqué à un grand nombre de choses. Les étrangers aiment naturellement à y venir quelques moments avant que cette société se sépare et se disperse à la campagne ou dans les voyages. C'est sous l'influence du premier soleil, que Paris est beau, que ses promenades et ses jardins publics étalent l'éclat que leur donne la première compagnie de l'Europe. Ses beaux monuments, aujourd'hui les modèles des peuples riches et civilisés, ne peuvent être visités dans une saison plus favorable à leur effet. L'industrie, comme les arts, comme la société, est à Paris l'objet de progrès remarquables. Chacun s'efforce de perfectionner ses produits. Les différences dans les modes se font sentir, et l'on voit que les magasins solidement organisés ne songent plus aux besoins d'une seule classe, mais aux besoins de toutes. On y cherche des profits dans la modération des prix, et on cherche des profits dans la multiplicité des affaires. Les affaires sont si considérables, répondant aux besoins de chacun, qu'il arrive que le commerce de détail peut maintenant se contenter de légères différences entre le prix de la fabrique et celui de la vente.

« C'est d'après cette vue que les magasins de la Ville de Paris (rue Montmartre 174) ont été fondés, et bien qu'ils n'existent que depuis un an, ils sont parvenus à une puissance d'affaires inconnue jusqu'ici au commerce des nouveautés. Comme toutes les difficultés de cette grande vente (presque au prix de la fabrique) ont été prévues, il en est résulté que, sans interruption, la marche de ces beaux magasins a été ascensionnelle, que la foule amenée une fois y est sans cesse revenue; — c'était là le secret de cette grande affaire, et l'excellente qualité des marchandises, la grande richesse de leur assortiment devaient rapidement accroître leur première vogue, si importante qu'elle fut. Étrangers, nationaux, Parisiens, tout le monde a reconnu la supériorité des magasins de la Ville de Paris. Aussi, le premier succès a-t-il été décisif. Une année d'expérience, des améliorations notables l'ont encore complété, si cela est possible. La foule venue, a ramené par ses suffrages d'autres foules: C'est un grand mouvement, c'est le résultat naturel d'une excellente organisation commerciale, de la plus judicieuse, de la plus complète. — Vendre au meilleur marché possible, par suite d'un débit immense; — suffire ainsi aux besoins de toutes les classes, et à ceux de l'industrie manufacturière plus développée que jamais; — appeler tout le monde à juger les qualités, les choix, la nouveauté des étoffes, — reprendre et même rembourser les fournitures toutes les fois qu'en définitive elles ne conviennent pas (!); — accueillir l'étranger, le simple curieux comme s'ils achetaient; — ne jamais presser les ventes, ni laisser discuter les prix; donner à cet effet des prix invariables; voilà de rares qualités, et ce qui les rend plus précieuses encore, c'est la grandeur unique, la puissance de l'établissement qui les offre. C'est que tout cet aspect gigantesque repose sur un arrangement vrai et bien calculé; c'est qu'on a prévu toutes les demandes; c'est que les désirs modestes comme les plus splendides peuvent être satisfaits immédiatement. En effet, ces magasins forment une encyclopédie de l'industrie des tissus. — Leurs spacieuses galeries s'ouvrent comme de charmantes promenades abritées; on n'achète qu'un jour le plus pur, on sous les feux les plus vifs des jets du gaz. Il faut admirer ici l'ordre dans le nombre des produits, la simplicité parfaite des salles, la richesse des comptoirs. — Les chefs de l'établissement sont présents partout; leur surveillance est continuelle; il en résulte un redoublement de zèle aussi utile au public qu'à l'établissement même. Le succès de ces vastes magasins de la Ville de Paris prouve que le commerce de détail est essentiellement changé, et que pour se placer à la tête des affaires, il faut recourir à des règles sages et nouvelles. La routine est à jamais vaincue par la logique commerciale. Ce sont les grands capitaux actifs qui ont définitivement raison, et heureusement, car ils ont raison dans l'intérêt de tous; c'est un progrès que nous devons à l'expérience et à l'économie commerciale. L'économie est une science toute puissante, et science est le mot, puisqu'il est vrai de dire que le premier rang dans le commerce, avec des capitaux suffisants, est assurée à la science des affaires. Il faut oser seulement avec discernement, clairvoyance. Tout le secret est là: les moyens existent et sont à la disposition d'un plan bien conçu.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

Le public est prévenu qu'il y a en vente, au port de Macinaggio, les agrès et apparaux en très bon état, du brick-golette français la *Fierge du Roisire*, du port de 72 tonneaux, naufragé dernièrement sur les parages de l'île-Rousse, et dont il fut fait le sauvetage pour le compte des propriétaires. Les prix seront très modérés. S'adresser au sieur Casanova (André) ou Bartolomei (Mathieu), propriétaires à Rogliano.

(1) Les personnes qui habitent les départements, pourront également de cette façon du remboursement des marchandises qui ne conviennent pas; les demandes sont satisfaites par l'entremise des Messageries royales; il suffit de les adresser par lettres au siège de l'établissement à Paris.

MEUBLÉE OU NON
UNE MAISON DE
S'adresser au
Deux bateaux à
MOC. Du 28 mai au 1^{er} juin
ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo. c. Valzi.
Padulella. gondole Mantino. c. Cambiaggi. bois.
Portovechio. b. goëlette Deux Amis. c. Alfoni.
St-Piegrino. bœuf. Jésus Marie. c. Bausa. bois.
De la m. r. goëlette de l'Etat. Etoile. c. Savary.
Lieutenant de vaisseau.
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Lota.
Cagnano. gondole. Cœur de Jésus. c. Defendini.
vin.
Aleria. gondole. Assomption. c. Guaitella. char.
Fiumorbo. gondole. Lavasina. c. Semidei. ble.
Toulon. b. à vap. de l'Etat Papin. c. de Lestang.
Lieutenant de vaisseau.
Toulon. b. à vap. de l'Etat Crocodile. c. Dupuis.
Lieutenant de vaisseau.
Marseille. mistick Assomption St-Joseph. c. Oliv.
diverses.
Fiumorbo. gondole. St-Erasme. c. Dominici. ch.
Macinaggio. gondole St-Clément. c. Damiani. vin.
Marseille. b. goëlette Phénix. c. Guasco. diverses.
Livourne. bœuf. Assomption. c. Belgodere. div.
Toulon. b. à vap. Golo. c. Valzi. dépêches.
Propiano. gondole St-Joseph. c. Nicolai. diver.
Lavagna. bœuf. Précurseur. c. Cardella. ardoises.
Marseille. b. goëlette. Antoinette. c. Mattei. div.
Marseille. brick-goëlette la Corse, c. Sisco. div.

DÉPARTS.

De la Madeleine. bœuf. Porité. c. Cuneo. pl.
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Lota. passagers.
Macinaggio. gondole St-Simon. c. Filippi. diver.
Toulon. b. à vap. Var. c. Valzi. dépêches.
Marseille. b. goëlette. Ville de Bastia. c. Zuani.
Propiano. mistick. Misericorde. c. Giudicelli.
Aleria. gondole. St-Erasme. c. Dominici. diver.
Gènes. bœuf. V^e des Carmes. c. Figallo. bois.
Fiumorbo. gondole St-Pierre. c. Smittler. diverses.
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo. c. Valzi. pas.
Pronette. gondole. Lavasina. c. Guasco. lest.
Centuri. gondole. St-Pierre. c. Nicolai. diverses.
Fietracorbara. gondole. Maria Letizia. c. Franceschi. lest.
Marseille. bateau à vap. de l'Etat Papin. c. de Lestang. lieutenant de vaisseau.
Marseille. bateau à vap. de l'Etat Crocodile. c. Dupuis. lieutenant de vaisseau.
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Lota. pass.
Cagnano St-Jean Baptiste. c. Antonorsi. lest.
Marseille. b. goëlette. Deux Amis. c. Altansi. div.
Gènes. bœuf Jésus-Marie. c. Bausa. bois.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

SAMEDI 11 JUIN 1842.

Ce Journal paraît tous les Samedis.

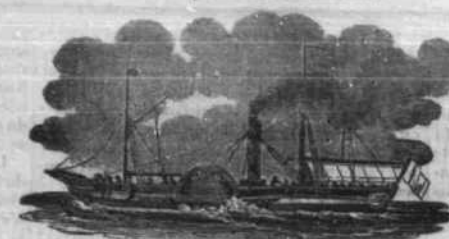
NEUVIÈME ANNÉE, N° 24.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondant de d'Auguste DE VIGNY et Comp^e Place de la Bourse N° 3, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

DE LA ROUTE DU NEBBIO.

Lorsque nous nous rappelons les sacrifices que le gouvernement de juillet s'est imposés, depuis tantôt dix ans, en faveur de la Corse, nous hésitons presque, quand il s'agit de lui en demander de nouveaux; mais ses bonnes intentions nous rassurent d'autant plus que les demandes que nous avons à présenter n'ont d'autre but que de compléter ces sacrifices et de les rendre productifs. Sous ce rapport, nous avons donc de bonnes chances pour être entendus et le passé, à cet égard, nous répond de l'avenir.

Il y a quelque temps que nous nous sommes arrêtés aux avantages qu'offrirait pour la Corse la construction d'une nouvelle route qui donnerait des débouchés à l'une des vallées les plus fertiles de l'île, la vallée du Nebbio. Resserrés aujourd'hui par des montagnes, dont l'accès est cependant facile, par le col de Tenda et par la forêt royale de Stella, par la montagne de Techine, cette vallée déjà très fertile et bien cultivée verrait bientôt sa prospérité s'accroître et décoller, si on la mettait en rapport facile avec St-Florent et Bastia. Cette vallée offre des oliviers en abondance; les vins, les pâturages, les bestiaux, les bois de toute espèce, bois de construction et de chauffage; les nouveaux genres de culture qu'il serait possible d'y introduire ou d'y multiplier, le mûrier, l'orange; la fertilité de son sol, les habitudes pacifiques et industrielles de ses habitants; la proximité de deux points maritimes importants, Bastia et St-Florent; la facilité qu'il y aurait à la mettre en communication avec la route de la côte orientale, qui s'exécute aujourd'hui et qui avance, quoique lentement, au gré de notre impatience; tout cela promet à la vallée du Nebbio de brillantes destinées qui ne sauraient lui échapper, mais qu'il dépend de la bonne volonté du gouvernement de hâter, en lui créant des débouchés qui activeraient ses progrès, stimuleraient le zèle des habitants et rendraient, en peu d'années, au gouvernement une partie des sacrifices qu'il s'imposerait momentanément en faveur de cette fertile vallée. Cette route si importante du Nebbio, qui a fixé l'attention de plusieurs ingénieurs de notre département, entre autres de MM. Gommier, Pourrier et Virla, circonstance qui prouve son importance et sa nécessité, puisque les successeurs n'ont pu faire autrement que d'adopter les idées de leurs devanciers,

cette route ne se réduirait pas à desservir la seule vallée du Nebbio. St-Florent y gagnerait immensément puisqu'il serait non seulement en rapport facile avec Bastia et avec toute la côte orientale de l'île, mais encore il y aurait moyen de relier Bastia et St-Florent et la Balagne entre elles, par une prolongation qu'appellerait bientôt la route du Binio, qu'on pourrait faire s'avancer jusque dans le cœur de la Balagne, c'est-à-dire, vers l'île-Rousse, Calvi l'Algajola, points si importants par leur commerce et par leurs fréquentes relations avec le continent. La route que nous réclamons, aurait donc devant elle un bel avenir, en même temps qu'elle satisferait un grand nombre d'intérêts et qu'elle provoquerait de notables progrès dans l'agriculture, l'industrie et le commerce de toute cette partie du nord de notre île.

L'olivier, disons nous, cette richesse de la Corse, et dont il serait possible d'augmenter encore les produits, par des méthodes de culture plus rationnelles, par un système d'extraction mieux entendue, en améliorant surtout les espèces, en empruntant au continent des sujets de meilleure nature pour les greffes; l'olivier croit admirablement dans la vallée du Nebbio et les chiffres de la douane sont là pour constater les résultats. Ainsi en 1840 l'exportation, par St-Florent, a été de 346,000 kilogrammes; en 1836 l'exportation par St-Florent et Bastia s'élevait au chiffre de 609,003 kilogrammes. Ces chiffres s'élèveraient bientôt plus haut si des débouchés commodes facilitaient les moyens de transport et venaient exciter le zèle, stimuler les propriétaires. Les mauvaises méthodes, les mauvaises traditions, qui régnent encore, disparaîtraient et l'agriculture s'améliorerait rapidement, récompensée qu'elle serait par la multiplication de ses produits, et l'élévation de leur prix qui serait indemnisée des sacrifices qu'elle devrait s'imposer tout d'abord. Presque toutes les terres sont dans cette vallée susceptibles d'une culture très productive; les parties, qui paraissent les plus stériles et les plus sauvages, offrent cependant des fruits délicieux, qu'une culture bien entendue améliorerait encore. Parmi les déplorables traditions qui se perpétuent dans le Nebbio, il n'en est pas de plus préjudiciables à l'agriculture que l'usage d'avoir de nombreux troupeaux de chèvres, qui paissent à l'abandon et font plus de dégâts qu'elles ne rapportent de profit. L'agriculture, en présence de ces envahissements successifs et permanents d'animaux rongeurs, est réduite presque à l'impuissance, n'ayant ni sécurité, ni garantie pour ses produits. Il est impossible de songer, par là même, au moindre système de culture

qui exigerait un peu de suite et de persévérance. Tous les trois ans les terres sont abandonnées au repos et à la dent dévastatrice des chèvres. Les bergers, véritables rois de cette vallée, parcourent le pays en tout sens, plantent leurs tentes partout où les pâturages leur semblent abondants, les abandonnant quand ils sont épuisés, pour se transporter ailleurs, ne se retirant que quand leurs troupeaux ont épuisé le sol qu'ils ont couvert et dévasté. Les enclos, élevés à grands frais, sont renversés et il faut les relever à l'époque des semailles, pour les voir bientôt renversés. Au milieu de cette lutte ingrate de la vie agricole contre la vie pastorale, du propriétaire sédentaire contre le berger nomade, comment voulez-vous que le premier, qui n'a pas de débouchés assurés pour faciliter la vente de ses produits, qui le mettraient à même de soutenir la lutte et de montrer, par les profits qu'il en retirerait, l'incontestable avantage qu'il y aurait à suivre sa méthode, puisse s'opiniâtrer dans un combat qui ne peut avoir que des défaites pour lui et ne lui apporter que de nouvelles charges, sans compensations possibles? Au contraire, donnez une route au Nebbio, et la vie du berger, ce premier rudiment de la vie agricole, comprendra qu'il y a pour elle avantage à se métamorphoser et que, sans abandonner la houlette, elle peut prendre la charrue et lui accorder une plus large part, comme elle lui apporterait une somme plus considérable de profits. C'est ainsi que toutes les questions se touchent et que les routes sont non seulement le véhicule le plus puissant du commerce, de l'industrie, mais qu'elles peuvent contribuer puissamment, quoique d'une façon indirecte, à opérer des révolutions, même dans les habitudes les plus invétérées et faire prendre à nos populations une direction entièrement nouvelle.

Quant à la direction à donner à cette route, ce n'est point ici le moment de s'en occuper. Cependant ce tracé n'est pas encore à faire; les ingénieurs s'en sont occupés à diverses reprises. Ainsi, d'après les plans arrêtés d'abord et quelque peu modifiés ensuite, la route pénétrerait dans le Nebbio par la vallée du Binio et arriverait au point de St-Etienne, vulgairement appelé Migliaja, on la ferait se diriger vers St-Sebastien, au-dessous de Santo Pietro, et l'on pourrait aussi, dans l'espace de vingt à trente minutes, traverser les villages de Vallecalle, de Murato, de Rapale, de Pieve, de Sorio, de San Gavino et de Santo Pietro. Tous ces villages seraient donc à la fois desservis et en partant de St-Etienne on pourrait, en une demi-heure, se rendre à St-Florent, par la route

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35.

te départementale qui longe les communes d'Orezza et de Poggio: de St-Florent on pourrait gagner la route royale à Santo Pietro, au moyen d'un court embranchement et l'on obtiendrait ainsi les plus grands avantages dans l'intérêt du gouvernement, de St-Florent, du Nebbio et de Bastia, qui ne pourrait gagner à être mis ainsi en rapport avec une vallée, dont les produits abondants pourraient contribuer à faire baisser les prix des objets de consommation: et enfin, si l'on veut se placer au point de vue de l'intérêt stratégique, l'on trouverait encore, dans la direction dont nous parlons, le plus grand profit dans l'intérêt de la défense et de la sécurité de l'île, puisque les points les plus importants du nord de l'île seraient mis en communication prompte et facile, en même temps qu'il serait aisé de fortifier et de défendre cette route elle-même contre les attaques possibles des ennemis.

Par toutes ces considérations, nous espérons que nos réclamations seront entendues. Le gouvernement, au reste, peut s'adresser à ses représentants ici et nous croyons qu'il trouvera dans l'ingénieur de l'arrondissement de Bastia, qu'un séjour de plusieurs années a mis à même d'étudier et de comprendre nos intérêts et ce qui se rattache à cette question spéciale, des renseignements qui viendront à l'appui de nos observations. Une solution à cette question, voilà ce qui importe à une population nombreuse, active, qui n'attend que cette solution pour voir la vie se centupler au milieu d'elle et l'on s'apercevra bientôt que les quelques cent mille francs, qu'il faudra dépenser, l'auront été de la manière la plus utile et la plus productive qu'on puisse concevoir. Il s'agit ici d'animer, de féconder l'un des cantons les plus fertiles de la Corse: la nature a beaucoup fait: que l'homme ne l'abandonne donc pas et que le gouvernement, qui est si bienveillant en notre faveur, ne recule pas devant un nouveau sacrifice, qui compléterait ceux qu'il a accomplis jusqu'ici et en réclamant ainsi, nous croyons nous associer à ses désirs et à ses espérances. N'est-ce pas comprendre comme elles doivent l'être ses bonnes dispositions vis-à-vis de nous?

L'incident de dimanche dernier, dont nous parlions dans notre dernier numéro, paraît avoir reçu la solution la plus honorable et la plus satisfaisante pour tout le monde. M. le chef d'état-major de la division, comprenant qu'il avait outrepassé ses droits, a adressé cette semaine, aux trois corps qui avaient eu des plaintes légitimes à formuler, une lettre explicative de sa conduite, lettre dans laquelle il proteste de son respect pour ces corps et désavoue hautement toute intention d'avoir voulu leur porter atteinte. Comme nous n'avons vu dans cette affaire qu'une question de principe; que nous avons voulu prévenir, par la publicité, le retour de semblables erreurs, nous n'insisterons pas sur certains termes de cette lettre qui pourraient provoquer des réserves de notre part. L'important c'est qu'on reconnaisse qu'on a procédé irrégulièrement et nous pensons que cet aveu éclairera chacun sur ses droits et sur ses devoirs et que nous ne verrons plus à Bastia le retour de faits semblables à celui dont nous nous sommes plaint. Au reste la réparation, faite dans cette circonstance, par M. le lieutenant-colonel de l'état-major est aussi honorable pour lui que pour les corps qui en sont l'objet. C'est un acte loyal et digne d'un militaire français et qui montre qu'il peut y avoir quelquefois plus de mérite à savoir noblement réparer une erreur dans laquelle chacun peut, par une faiblesse inadvertance, tomber, qu'à n'en pas commettre. Les corps intéressés, dont les

plaintes n'étaient point encore adressées à l'autorité compétente, le conseil municipal, le tribunal de commerce, se sont, par une nouvelle délibération déclarés entièrement satisfaits. Le corps universitaire s'est empressé, de son côté, de faire parvenir la lettre qui lui était adressée à M. le ministre de l'instruction publique, qui tiendra certainement compte de cette démarche.

Voici maintenant la lettre adressée par M. le lieutenant-colonel d'état-major de la division à M. le Maire de la ville; une lettre semblable a été également remise à M. le président du tribunal du commerce et à M. le proviseur du collège.

Bastia, le 7 juin 1842.

Monsieur le Maire,

J'apprends avec le plus grand étonnement et la plus vive peine, que des membres du conseil municipal, du tribunal de commerce et de l'instruction publique, attachés au collège de Bastia, se sont trouvés offensés par moi, à l'occasion de l'incident qui a eu lieu le 29 mai dernier, à la procession de la Fête-Dieu.

Je me fais un devoir, dans une circonstance aussi délicate, d'avoir l'honneur de vous prier, Monsieur le Maire, de vouloir bien être mon interprète auprès de ces Messieurs, pour leur affirmer qu'il n'est jamais entré dans mes intentions de porter la plus légère atteinte à la considération et au respect qui sont dus à leur caractère public. Je suis tellement pénétré des sentiments que je viens d'exprimer à leur égard, que je n'hésite pas un seul instant à leur en faire la déclaration formelle sur l'honneur.

Si j'ai insisté trop vivement sur la nécessité de régulariser la marche du cortège, j'en fais ici l'aveu, en toute franchise, c'est que je n'avais reconnu personne, et, je regrette d'autant plus vivement d'avoir été jeté dans une fautive méprise, que, sans le défaut d'insignes sur ces Messieurs, j'aurais infailliblement honoré et respecté leur caractère public.

Ma lettre, Monsieur le Maire, étant, auprès de vous, l'expression d'une vérité, que j'ai besoin de faire entendre, je déclare, de nouveau, que je me reconnais le tort de m'être chargé seul du soin de ramener l'ordre dans la marche du cortège; j'en éprouve un regret d'autant plus profond, que ce droit n'appartenait, en effet, qu'à l'autorité compétente, et, qu'il n'a jamais été dans mes habitudes de méconnaître les fonctionnaires. J'ai toujours professé, d'ailleurs, pour les habitants de la Corse, l'attachement le plus sincère; et, par ce motif, j'étais loin de m'attendre que l'on put jamais me supposer des sentiments hostiles envers aucun d'eux; dans mes pensées, comme dans mes écrits, j'ai été constamment préoccupé de la prospérité d'un pays qui nous intéresse et nous honore à tant de titres!

Aux sentiments que je viens de manifester, il m'est agréable de joindre encore l'expression bien sincère de toute l'estime et de toute la considération que je professe pour le caractère privé des personnes.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma haute considération.

Le chef d'état-major de la 17^e division militaire,

C^{te} A. DE TESSAC.

Pour copie conforme :

Le Maire de la ville de Bastia,

CATEVECCHE.

La session de 1841 touche à son terme, et probablement qu'au moment où nous écrivons, elle est close. Elle l'est en effet, à peu près de fait, la chambre des députés ayant, dans sa dernière sé-

ance, voté le budget des recettes. Elle a également voté le projet de loi relatif au chemin de fer de Rouen au Havre, dont une compagnie particulière, composée en grande partie des actionnaires du chemin de fer de Paris à Rouen, a demandé à se charger.

La chambre de pairs a également voté la grande loi sur les chemins de fer, après une discussion assez longue et assez animée: la noble chambre n'ayant voulu introduire aucun amendement, la loi pourra être immédiatement sanctionnée et la France verra enfin commencer l'exécution de son grand réseau de rails wails, qu'elle attend depuis si long-temps et que des circonstances, indépendantes de la volonté du gouvernement, ne lui avaient point permis d'obtenir plutôt. Ce doit être la plus puissante recommandation vis-à-vis des électeurs en faveur du cabinet du 29 octobre, qui a été assez heureux et assez habile pour réussir là où tant d'autres avaient échoué.

On pense généralement que la Chambre des pairs aura terminé ses travaux le 12 ou le 13 de ce mois. Dans ce cas, l'ordonnance de dissolution et de convocation des collèges électoraux serait promulguée le 14 au matin, les élections pourraient avoir lieu le samedi 9 juillet.

(Débats.)

Le Recteur de l'académie de la Corse, chevalier de la légion d'honneur;

Considérant que, par décision du conseil royal, approuvée par M. le Ministre, l'ouverture des vacances a été fixée du 20 au 25 juillet;

Considérant que conformément au règlement du conseil royal pour le baccalauréat-ès-lettres (14 juillet 1840), la 1^{re} session d'examen doit s'ouvrir 15 jours avant l'époque fixée pour l'ouverture des vacances.

ARRÊTE.

Art. 1^{er} La première session de la commission des lettres établie à Ajaccio pour l'examen du baccalauréat-ès-lettres s'ouvrira le 7 juillet prochain.

Art. 2^e Les diverses pièces exigées des candidats pour leur admission aux examens devront être adressées au Recteur de l'académie quinze jours au moins avant l'ouverture des épreuves.

Fait à Ajaccio le 9 juin 1842.

C. HEURT.

Bien que la question des préséances soit moins grave qu'autrefois et que personne aujourd'hui n'y attache plus d'importance qu'elle ne mérite, toujours est il que nous comprenons les susceptibilités qu'elle peut exciter quand elle est mal résolue. C'est ainsi qu'à Bastia les officiers de santé n'occupent pas, dans les cérémonies publiques, le rang qu'ils devraient avoir, d'après une lettre très explicite de M. le Ministre de la guerre, en date du 20 juillet 1838. Dans cette lettre, relative au salut militaire, M. le ministre de la guerre décide que MM. les officiers de santé font partie de l'état major, soit des régiments, soit des subdivisions où ils sont employés et qu'ils prennent rang parmi les officiers qui composent cet état major. Aux termes très clairs de cette décision, il paraît donc évident que MM. les Officiers de santé devraient marcher avec l'état major soit de la subdivision, soit du régiment, et non pas après MM. les Officiers de régiment ainsi que cela a été décidé à Bastia. Cette circulaire ayant pu échapper à l'attention de l'autorité supérieure, nous pensons qu'elle nous saura gré de la lui rappeler et de lui fournir l'occasion de revenir sur une mesure qui peut exciter des froissements légitimes, puisqu'ils auraient, pour les justifier, une décision ministérielle qui doit faire autorité. Le corps des officiers de santé rend des services

assez importants pour qu'on lui en tienne compte et respectant tous ses droits, si indifférents soient-ils en apparence.

— On lit dans le *Moniteur de l'Armée*:

« Le 2^e régiment de lanciers à ordre de quitter Valenciennes pour se rendre à Meaux où il arrivera les 3, 5 et 7 juin.

« Le 1^{er} régiment d'infanterie légère se rendra de Cherbourg à Rouen où il arrivera les 7, 13 et 18 mai.

« Le 2^e régiment d'infanterie légère (état-major, 2^e, 3^e bataillons et dépôt) se rendra de Rouen à Lille où il arrivera les 17 et 22 juin.

« Le 8^e régiment d'infanterie de ligne (état-major, 1^{er}, 3^e bataillons et dépôt) à ordre de se rendre de Nîmes et de Montpellier à Toulouse où il arrivera les 10 et 15 juin. Ce corps sera ensuite transporté à Bastia.

« Le 49^e régiment d'infanterie de ligne se rendra de Bastia à Marseille, dans le courant de juin.

« Le 8^e régiment d'infanterie légère (état-major, 1^{er}, 3^e bataillon et dépôt), se rendra de Grenoble à Marseille où il arrivera les 10 et 15 juin.

« Le 20^e régiment d'infanterie légère (état-major, 2^e et 3^e bataillons et dépôt) se rendra de Marseille et Avignon à Grenoble où il arrivera le 11 et 27 juin.

« Le 62^e régiment d'infanterie de ligne (état-major, 2^e, 3^e bataillons et dépôt) se rendra de Marseille à Nîmes où il arrivera les 7 et 14 juin.

« Le 2^e bataillon et le dépôt du 3^e d'infanterie légère se rendront de Tours à Vincennes où ils arriveront le 12 juin. Ils feront partie de la division hors Paris; le dépôt ira à Versailles. »

Une tentative d'assassinat a eu lieu à Londres, lundi 30 mai, sur la personne de la Reine d'Angleterre. Le coup de pistolet n'a atteint personne. L'assassin, nommé Francis, âgé de 20 ans, a été immédiatement arrêté.

C'est jeudi prochain, 16 juin, que la grotte Ferdinand sera ouverte au public. Comme la conservation de cette grotte exige de grandes précautions et que, pour être vu dans tous ses détails et dans son ensemble, elle nécessite un éclairage particulier qui, tout en projetant la lumière, ne répand pas une trop grande fumée qui aurait bientôt noirci ses brillantes stalactites, il en résulte que quatre ou cinq personnes seront nécessaires pour surveiller les visiteurs et pour prévenir toute espèce de dégradation; il en résulte par là même que, pour rendre cette surveillance indispensable, efficace, cinq ou six curieux pourront seuls pénétrer à la fois dans la grotte.

Au reste cette admission d'un petit nombre de visiteurs tournera au profit même de leur curiosité puisque la grotte, pour être bien vue, a besoin d'être le plus dégagée possible. L'on sentira dès lors que pour indemniser de leur perte de temps ces personnes qui auront la garde de la grotte, et qui s'y trouveront tous les jours à la disposition des curieux, pour couvrir les frais assez considérables d'éclairage, l'établissement d'une rétribution devient inévitable. Tout le monde comprendra la convenance de cette indemnité. Ce n'est point là une affaire de spéculation mais au moins faut-il que les dépenses d'éclairage et de surveillance soient remboursées et que le gardien de la grotte, qui renoncera à toute autre occupation dans l'intérêt des visiteurs, trouve dans cette rétribution même une compensation au travail qu'il ne pourra faire d'ailleurs. Tout ceci est parfaitement juste. Deux prix d'entrée ont été fixés. Le premier de 1 fr. 50 c. pour visiter la grotte entière; le second de 75 c. pour voir la moitié de la grotte. De cette manière tout le monde trouvera à satisfaire sa curiosité et pourra jouir de l'admirable découverte tombée en des mains si intelligentes et qui, pour l'offrir au public, n'ont épargné ni sacrifices, ni pénibles et coûteux travaux. Maintenant c'est au public à

prendre cette grotte sous sa protection, à la respecter et à dominer son admiration de manière à ne pas se laisser aller à la tentation de briser des morceaux de stalactites, pour avoir en sa possession des échantillons de la grotte de Brando. Mais ce sera surtout aux surveillants qu'il appartiendra de faire respecter rigoureusement une consigne qui doit être rigoureusement respectée.

Nouvelles Diverses.

— D'après l'état des membres de la légion d'honneur, joint au budget de 1843, voici le nombre des personnes décorées à l'époque du 15 octobre 1841:

Grand-croix	82	dont	6	sans traitement.
Grands-officiers	203	—	41	id.
Commandeurs	799	—	234	id.
Officiers	4,494	—	2,151	id.
Chevaliers	44,101	—	25,624	id.

Total 49,678 membres de l'ordre, dont 21,622 sont rétribués et 28,056 ne le sont pas.

Sur les 76 grand-croix payés, 5 touchent le traitement de 30,000 fr.; 1 touche 15,000 fr.; 32 touchent 5,000 fr.; 21 touchent 3,000 fr.; 12 touchent 1,000 fr.; et 5 touchent 250 fr.; c'est-à-dire que la plupart sont payés comme grands-officiers, commandeurs, officiers et chevaliers seulement.

Des 161 grands-officiers payés, 3 touchent 5,000 fr. (le traitement voulu par les statuts de l'Empire); 60 touchent 3,000 fr.; 68 touchent 1,000 fr., et 30 touchent 250 fr.

Des 2,343 officiers payés, 808 touchent 1,000 fr., et 1,535 touchent 250 fr.

Des 18,477 chevaliers payés, 1 touche 1,500 fr. comme le plus ancien chevalier de l'ordre, et les autres touchent le traitement constitutif de 250 fr.

La population est de 35 millions. Si l'on en défalque la moitié, formant le contingent des femmes et enfants, on trouve que les 50,000 légionnaires représentent un décoré sur 350 hommes faits ou vieillards.

— On lit dans l'*Armoricain* (Brest), 26 mai: « Des ordres viennent d'être expédiés à Brest pour envoyer deux bâtiments de guerre à Huiti protéger les intérêts français, dans le cas où des troubles viendraient à éclater dans cette île. »

— La cour de cassation a jugé que l'arrêt du conseil du roi, du 24 mars 1687, qui interdit aux pêcheurs des côtes de Normandie, conformément à la prohibition générale déjà contenue dans l'ordonnance sur la marine du 18 juillet 1681, d'acheter du hareng provenant de pêche étrangère, sous peine de 500 fr. d'amende, de la confiscation de la pêche, des barques et vaisseaux, n'était plus obligatoire.

— Le jury d'expropriation d'Orléans vient de donner une sévère leçon aux propriétaires dont les exigences pécuniaires exagérées tendaient à entraver les opérations de la compagnie du chemin de fer. La plupart se sont vu allouer les offres judiciaires de la compagnie, inférieures aux offres amiables qu'elle avait faites. L'énorme disproportion, dans quelques-uns des cas, entre les sommes allouées et les sommes demandées mérite d'être signalée.

A l'un qui demandait 80,000 fr. on a alloué 15,000 fr.; à un autre, au lieu de 20,000 fr., on a accordé 7,657 fr.

— Le jury d'expropriation du chemin de fer de Montpellier à Nîmes avait à statuer sur les demandes de 20 propriétaires, qui s'élevaient à 236,727 fr. 72 c., tandis que le montant des offres judiciaires n'était que de 74,564 fr. Le jury a alloué 109,028 fr.

— Nous apprenons aujourd'hui d'Allemagne de nouveaux désastres occasionnés par le feu. A Modern, en Hongrie, 200 maisons sont devenues la proie des flammes le 23 avril, 120 maisons à Waihor; sur ce dernier point quatre personnes ont perdu la vie.

On sait maintenant officiellement qu'à Stager 274 maisons sont devenues la proie des flammes. Les évaluations officielles portent le dommage à 600,000 florins (1,500,000 fr.); mais il monte plus haut.

Les compagnies d'assurances auront 200,000 florins à payer.

INDE ET CHINE. — Des lettres de Malte, du 29 mai, donnent les nouvelles suivantes:

Dans les premiers jours de mars le colonel Palmer, qui commandait à Chuzni ou Ghazna, s'est vu forcé de capituler. Aux termes de la capitulation, les troupes de la garnison devaient être traitées honorablement, et l'on devait leur fournir les moyens de regagner Caboul. Il n'est que trop probable que les Afghans n'auront pas tenu leurs promesses, et que presque tous les soldats anglais auront été massacrés.

Le major-général Pollock, ayant été rejoint par le 3^e de dragons, a réussi à forcer la passe de Kybour, malgré les difficultés du terrain et la vigoureuse résistance que lui opposaient les insurgés. D'après les rapports de cet officier, qui ne vont que jusqu'au 7 avril, il était arrivé au fort Ali-Mesjid n'ayant eu que 135 hommes tant tués que blessés. Des lettres particulières annoncent que le major Pollock était arrivé le 10 avril à Dakks, qui est à trente milles de Jellalabad. On pense qu'il aura pu effectuer le 14 sa jonction avec le général Sale, qui, pour faciliter la marche du major, a fait une sortie dans laquelle il a forcé Ukhar-Kan à se replier précipitamment sur Zughuan. Dans cette sortie, les Anglais ont perdu peu de monde; mais le colonel Dennis a été tué. Le général Sale n'avait que 1,300 hommes, et avait affaire à 6,000 insurgés. Il leur a repris deux étendards et quatre pièces de canon qui venaient de la division Elphinstone.

Du côté de Candahar, le général Nott a obtenu quelques avantages; mais le brigadier England avait été obligé de rétrograder avec un convoi de 7,000 chameaux qu'il amenait de Quetah. Le colonel Wimer, envoyé au secours du brigadier, a, plus tard, complètement défait les Afghans. Mais cela n'empêche pas que l'échec supporté par le brigadier England ne soit de nature à compromettre la position des Anglais à Candahar.

Pour être plus à même de suivre et de secondar les opérations militaires, lord Ellemborough a quitté Calcuta pour Allahabad. Le bruit courait que Shah-Soojah avait été assassiné.

Il n'y a rien de bien important dans les nouvelles de la Chine, qui sont de Macao du 6 mars, de Canton du 5, et de Singapour, du 17. Sir Henri Pottinger était encore à King-Kong, lançant des proclamations pour rassurer les Chinois qui veulent bien nouer des relations avec les Anglais. Il promet, par exemple, aux habitants de Chuzan que, si dans les traités ultérieurs, la ville était restituée à l'empereur, une amnistie entière serait stipulée pour tous ceux qui auraient eu des relations avec les étrangers.

Tinghai et Hong-Kong ont été déclarés ports francs.

On assure qu'il est arrivé à Pékin un certain nombre d'officiers russes, qui instruisent les Chinois dans l'art de la guerre.

L'attaque contre Hang-Chou est ajournée; il est question de s'occuper d'abord de la dispersion d'un corps de troupes considérable qui se rassemble près de Yagao.

— On lit dans la Patrie :

Quand la nouvelle de l'incendie hambourgeois vint éclater au sein de la Bourse, elle produisit, dans le temple du Veau d'or, une profonde sensation. Les bruits les plus exagérés circulèrent aussitôt. On parlait des pertes éprouvées par MM. C..... F..... et P..... On assurait même que M. P....., qui fait avec Hambourg des affaires colossales, était complètement ruiné. Dans le premier moment, M. P..... crut lui-même aux rumeurs répandues, avec ou sans préméditation, et, à tout hasard, il résolut de se mettre en mesure. M. P..... a pour ami intime M. le marquis d'A....., l'un des plus riches propriétaires terriens de l'Europe. Oreste court chez Pylade, lui conte son malheur et lui demande 100,000 fr. Pylade (c'est M. le marquis d'A.....) que je veux dire écoute la demande sans sourciller, ne souffle pas mot, se lève, va à son secrétaire, en tire un énorme registre qu'il présente tout ouvert à M. P.....

Les pages de ce registre sont criblées de chiffres. M. P..... les parcourt, et il lit : Le 14 brumaire au VII, à madame de..., 20,000 fr. — Le 3 mai 1807, à mon ami le comte de G..., qui, ruiné au jeu, voulait se brûler la cervelle, cent mille écus. — Le 17 mars 1814, au prince de..., revenant de l'émigration, 50,000 fr., etc. Toutes les feuilles étaient couvertes d'indications semblables. M. P....., comprenant à peine ce qu'il voit, va jusqu'à la dernière des pages, et il y lit ce fabuleux total : TREIZE MILLIONS NEUF CENT MILLE FRANCS. M. P....., lève les yeux vers M. le marquis d'A....., et lui dit : — Mais mon ami, il n'est pas possible que vous ayez jamais prêté une somme si considérable. — Et pourquoi cela n'est-il pas possible ? — Parce qu'à l'heure qu'il est, vous seriez ruiné. — Aussi, mon ami, me suis-je contenté de tenir note des sommes qu'on voulait m'emprunter, mais je n'ai jamais prêté un sou à qui que ce soit. Et vous comprenez, n'est-il pas vrai, que je ne peux pas, à mon âge et pour vous, commencer à faire des sottises ? Vous ne le souffrirez pas.

Ce disant, M. le marquis d'A..... prit une plume, et, sous les yeux mêmes de M. P....., il écrivit : Le 9 mai 1842, à mon ami P....., ruiné par l'incendie de Hambourg 100,000 fr. Puis, ayant fermé le registre le marquis d'A..... parla d'autre chose.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

VENTE DÉFINITIVE.

aux enchères des immeubles dépendants de l'hoirie de feu demoiselle Marie Progher, à la diligence de ses héritiers.

IMMEUBLES SIS A BASTIA.

1^{er} Lot :

1^{er} étage de la maison sise près de l'église de Sainte Marie, composé de 9 pièces, les deux pièces de l'ancienne maison comprises, et le grenier au dessus de la cuisine mise à prix six mille six cent dix fr. ci. 6,610.

Cave vis-à-vis de l'entrée de la maison, trois cent vingt fr. ci. 320.

Chambre au dessus de la cave, avec un sous-escalier, cinq cent quarante fr. 540.

Une petite pièce, et une chambre au dessous du 1^{er} étage, huit cent quinze francs ci. 815.

Trois pièces de la vieille maison, mille sept cent quatrevingt dix fr. ci. 1,790.

TOTAL 10,075.

2^e Lot :

2^e étage de la maison, sise au dit lieu, composé de neuf pièces, y compris une dépense en bois, six mille deux cent cinquante fr. ci. 6,250.

Petite cave au dessous des chambres du sieur Camagna, cent soixante dix fr. ci. 170.

Quatre pièces au sud de la vieille maison du Chiotre, avec deux écuries au dessous, mille six cent quatre-vingt dix fr. ci. 1,690.

TOTAL 8,110.

3^e Lot :

3^e étage, avec greniers au dessus de la maison sise au dit lieu, cinq mille six cent soixante dix fr. ci. 5,670.

Trois boutiques, ou magasins, donnant sur la place de Ste-Marie, deux mille six cent quatre-vingt quinze fr. ci. 2,695.

TOTAL 8,365.

4^e Lot :

Toute la nouvelle maison du Chiotre, avec jardin contigu, et une chambre au dessus de l'écurie Morelli, quatre mille sept cent quarante fr. ci. 4,740.

5^e Lot :

Deux chambres vis-à-vis la maison Morelli, mille sept cent dix fr. ci. 1,710.

IMMEUBLES SIS A CALVI.

1^{er} Lot :

Tout le grand étage de la maison, sise au lieu dit Sproni, composé de quatorze pièces, loué au département pour la Sous-Préfecture de Calvi, et petit étage à côté, composé de trois pièces au dessus de la maison Brunelli, et du magasin servant de cave, et du magasin à bois au dessous de la même maison, dix-sept mille trois cent cinquante fr. ci. 17,350.

2^e Lot :

Tout l'étage au dessus du grand étage, avec cuisine greniers etc., sept mille cinq cent soixante fr. ci. 7,560.

3^e Lot :

Tout le premier étage de la maison sise au lieu dit Castello, avec grande cave au dessous, cinq mille trois cents fr. ci. 5,300.

Cette vente aura lieu le trente juin 1842, dix heures du matin, dans la salle du 1^{er} étage de la maison Progher, sise près de l'église de Sainte Marie, devant M^{re} Scatelli, Notaire à Bastia. S'adresser au dit Notaire pour prendre connaissance du Cahier des charges.

Le public est prévenu qu'il y a en vente, au port de Macinaggio, les agrès et appareils en très bon état, du brick-goelette français la Vierge du Roisire, du port de 72 tonneaux, naufragé dernièrement sur les parages de l'île-Rousse, et dont il fut fait le sauvetage pour le compte des propriétaires. Les prix seront très modérés.

S'adresser au sieur Casanova (André) ou Bartolomei (Mathieu) propriétaires à Rogliano.



à Louer

MEUBLÉE OU NON MEUBLÉE

UNE MAISON DE CAMPAGNE

Tout près du Collège royal.

S'adresser au bureau du Journal.

A LOUER, un étage composé de sept pièces meublées ; maison Rinesi.

S'adresser au Bureau du Journal.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 5 au 10 juin 1842.

ARRIVÉES.

Livourne. mistick Assomption, c. Thiers, divers. Macinaggio. gondole St-Antoine, c. Giorgi, div. Macinaggio. gondole St-Simon, c. Filippi, div. Antibes. b.-goelette St-Antoine, c. Guasco, pot. Pronete. gondole Lavasina, c. Guasco, vin.

Pronete. gondole St-Antoine, c. Ficaja, vin. Fiumorbo. gondole St-Pierre, c. Smutter, foie. Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.

Cagnano. gondole St-Antoine, c. Giorgi, bois de construction.

Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Lota.

Portovecchio. gondole St-Pierre, c. Dominici, l. Bonifacio. gondole St-Antoine, c. Olivieri, ir.

Bonifacio. gondole St-Jean-Baptiste, c. Zigliari, fromage.

Aleria. gondole St-Erasme, c. Dominici, charb.

Toulon. bat. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Fiumorbo. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota, pass.

Alger. brick Migliacciato, c. Alessandri, bois.

Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, pass.

Sardaigne. bouf Ste-Madeleine, c. Susini, lest.

Toulon. bat. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches.

A la mer. goelette de l'Etat, Étoile, c. Sauvan, lieutenant de vaisseau.

Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota, pass.

Cagnano. gondole St-Antoine, c. Giorgi, lest.

Pronete. gondole St-Antoine, c. Benedittini, div.

Padulella. gondole Mantino, c. Cambiaggi, tuiles.

Porto-Torre. bouf Conception, c. Loquente, l.

Portovecchio. mistick St-Joseph, c. Collari, lest.

Pronete. gondole St-Antoine, c. Ficaja, lest.

Pronete. gondole St-Antoine, c. Giorgi, lest.

St-Pellegrino. bouf Assomption, c. Belgodere, l.

Ajaccio. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota, pass.

Favona. mistick Antoinette, c. Paoli, lest.

Aleria. mistick Assomption, c. Thiers, lest.

Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, p.

Portovecchio. br.-goelette Phénix, c. Guasco, l.

Marseille. tartane Vierge des Carmes, c. Rebora, diverses.

Livourne. gondole St-Jean-Baptiste, c. Zigliari, l.

St-Pellegrino. gond. Assomption, c. Guaitella, l.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'Auguste DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

Le court séjour que M. le préfet vient de faire à Bastia, à l'occasion du conseil de révision, n'aura point été perdu pour les intérêts de notre ville. C'est ainsi que toutes les grandes questions qui nous préoccupent si vivement et dont la solution importe si puissamment à sa prospérité, ont été passées en revue de nouveau et cette circonstance a donné lieu de se convaincre des bonnes intentions dont était animé pour Bastia le premier administrateur du département. Ces bonnes intentions s'étaient déjà manifestées par des actes antérieurs récents et ces derniers donnaient aux premières une espèce de sanction, qui doit nous inspirer bonne confiance, puisqu'on est tout disposé à appuyer sérieusement les réclamations et les doléances de Bastia. C'est ainsi que la question du port, le vote du conseil municipal à ce sujet, ont été discutés et abordés de nouveau. Déjà un rapport favorable sur ce vote a été adressé à l'autorité supérieure par M. le préfet et maintenant que les travaux de la session sont elos, que les élections vont avoir lieu très prochainement pour être promptement terminées, le ministère pourra s'occuper, d'ici à un mois, des projets de loi pour la session prochaine et nous espérons que la question du port de Bastia, que l'offre du sacrifice énorme, qu'elle s'impose, devront être un des premiers objets qui fixeront l'attention de M. le directeur des ponts-et-chaussées. M. le préfet a visité aussi les constructions du collège royal et il les a trouvées à peu près terminées, sauf l'aile nord, dont les constructions doivent bientôt commencer et qui, si l'on y met de l'activité, pourraient être terminées très certainement au mois de janvier prochain.

M. le préfet a exprimé toute sa satisfaction de voir les travaux aussi fortement avancés. Il faut donc que cette activité, un peu tardive, ne se ralentisse pas : nous pensons qu'aujourd'hui elle ne saurait faire doute, puisqu'il sera facile à l'entrepreneur de porter sur cette aile seule tous ses efforts et toutes ses ressources. Cependant il reste une difficulté encore pendante, difficulté capitale qui, du reste, ne saurait être sérieuse au fond, c'est la difficulté du nouvel emprunt voté par le conseil municipal pour pouvoir achever d'accomplir tous les engagements qu'il a contractés vis-à-vis M. le ministre de l'Instruction publique. Mais cette autorisation de la part du ministre de l'intérieur ne saurait long-temps se

faire attendre, puisque des moyens d'amortissement ont été présentés, moyens qui sont de nature à offrir à l'administration supérieure toute espèce de garanties. Cet emprunt autorisé, il ne dépend point de la ville qu'il n'en soit ainsi, la ville de Bastia présentera à M. le ministre de l'Instruction publique l'assurance qu'elle veut remplir toutes ses obligations. Si des défiances légitimes peuvent exister dans son esprit au sujet des dispositions des communes à remplir loyalement leurs obligations, parce qu'il a eu déjà à se plaindre de plusieurs communes qui promettaient beaucoup et qui faisaient peu, ces défiances devront disparaître devant les faits et alors que les 160,000 fr., nécessaires pour le parfait achèvement des travaux, seront déposés à la caisse des dépôts et consignations, quelle crainte pourrait-il concevoir sur les dispositions du conseil ? Tout dépend donc aujourd'hui de M. le ministre de l'intérieur. Qu'il autorise l'emprunt et cette affaire du collège, qui dure depuis si long-temps, serait enfin terminée, et la ville pourrait, libre de tout engagement, s'occuper d'autre travaux. Ce nouveau sacrifice que la ville s'est imposé étant le complément nécessaire des sacrifices antérieurs, leur donnant toute leur valeur et les menant à bonne fin, comment M. le ministre de l'intérieur pourrait-il en contester l'urgence et l'importance ? Le meilleur moyen de libérer la commune de Bastia, n'est pas de rendre productif pour elle, productif pour le pays, les sacrifices considérables qu'elle a acceptés avec empressement pour jouir enfin d'un collège royal, appelé à exercer une influence si salutaire sur sa jeunesse ? Les travaux du collège sont aujourd'hui terminés, sauf l'aile du nord, qui ne demandera que trois ou quatre mois et 30 à 40,000 fr. ; voici donc un capital énorme qui reste presque improductif pour Bastia, pour la Corse et auquel il importe de donner une valeur : comment dès lors hésiter à accorder un emprunt de 160,000 fr. de 100,000 en réalité, puisque sur cette somme 60,000 fr. doivent être fournis par le département, dans l'espace de deux ans, à dater de 1843 ? Refuser cet emprunt ce ne serait point agir dans les véritables intérêts financiers de Bastia, puisque d'un côté, on continuerait à faire peser sur elle les charges du collège communal, et que, de l'autre, le capital, dépensé pour les constructions du collège, qui doit rapporter le plutôt possible et dont le rapport sera d'autant plus important qu'il sera tout moral, tout intellectuel, serait enfoncé et frappé de stérilité. Ce n'est certes pas là de la bonne économie

politique et nous avons trop de confiance dans les lumières et la bonne volonté de M. le ministre de l'intérieur vis-à-vis de la Corse, pour qu'il adopte une résolution qui serait aussi défavorable, sous tous les rapports à la ville de Bastia, que celle du refus de l'autorisation de l'emprunt proposé par la commune.

Mais cette autorisation qui ne peut faire défaut, peut se faire attendre, surtout alors que Bastia n'aura plus personne à Paris pour la défendre. La députation voit ses pouvoirs expirer ; elle doit être bientôt de retour en Corse et le zèle qu'elle a toujours déployé pour les intérêts de Bastia ne pourra plus s'exercer. Bastia restera donc sans défenseurs à Paris et cela dans un moment où il lui serait si important d'avoir quelqu'un qui, par sa présence, par ses démarches, fit sortir les bureaux de leurs lenteurs proverbiales, de leur torpeur méthodique. Si personne ne presse, Bastia viendra à Paris à son numéro d'ordre ; comme dans les bureaux des différents ministères on ne peut faire autrement que de professer une impartialité absolue pour les 36,000 communes de la France, et que cette impartialité s'accomode assez bien avec l'autocratie routinière des bureaux qui aime à prendre son temps, son heure et ses aises, il en résultera que Bastia, dont on ne soupçonne pas l'impénitence et, dont on apprécie peu les bonnes raisons qu'elle a de vouloir en finir, il en résultera que Bastia viendra à son rang et que ce rang pourrait bien nous reculer au delà du terme voulu. A cela il n'y a qu'un remède. C'est d'imiter l'exemple de beaucoup de villes qui, pour les affaires importantes dont la prompte expédition est vivement désirable, envoient à Paris des mandataires chargés de harceler le zèle quelque peu calme des bureaux. Dans une semblable mesure, il ne peut y avoir qu'avantage et si la solution des autres questions qui sont sur le tapis, peut être hâtée de quelques mois, ce serait-là un gain assez considérable pour qu'on ne négligeât pas de l'obtenir. En un heure de conversation on applaudit plus de difficultés qu'en six mois de correspondance. Une lettre c'est le plus pitoyable interprète qu'on puisse avoir ; une lettre ne va pas toujours à son adresse ; elle est mal lue, précipitamment ; souvent en la lisant on a son opinion formée à l'avance et les plus belles raisons du monde sont battues de la manière la plus expéditive. Une lettre ne répond pas aux objections qu'elle soulève, ne donne pas les éclaircissements qu'elle rend nécessaires. Le meilleur moyen de perdre son pro-

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35.

cès, ce serait de se borner à écrire. Ecrivez lettres sur lettres pour presser la question de l'emprunt. Qu'arrivera-t-il? C'est que plus vous en écrivez, plus vous impatienterez les commis des bureaux, on finira même par ne plus vous lire et vos lettres iront tout doucement grossir le dossier de Bastia. De bonnes raisons, lorsqu'elles sont en chair et en os, ne s'écroulent pas aussi facilement que quand elles sont moules en belle écriture bureaucratique sur papier ministre. On est obligé de compter avec elles, de répondre à leurs instances, de réfuter leurs objections et, quelque soit le flegme des bureaux, il faut bien qu'il se déride un peu et qu'il consente enfin à s'humaniser quelque peu. Ne fût-ce que pour rentrer dans son repos traditionnel, l'expédition d'une affaire qui l'arrache si souvent à ses habitudes de douce quiétude.

Quoiqu'il en soit, le court séjour de M. le préfet aura resserré l'union qui existe entre ce magistrat et le conseil municipal; les différentes commissions, chargées de poursuivre la solution de certaines questions; les commissions du collège, du plan de la ville, du port, du palais de justice, du cimetière, ont pu s'entretenir sur ces objets avec M. le préfet et lui fournir des éclaircissements qui ont éclairé sa religion et prévenu des difficultés, des lenteurs; un nouveau jour aura été jeté sur plusieurs questions, qui en facilitera ainsi la solution. Il n'y a qu'à gagner, pour tout le monde, dans ces rapprochements périodiques et si M. le préfet revient ici, au mois de juillet, comme il en a donné l'espérance, les sujets qu'on n'a fait qu'effleurer pourront être traités plus à fond et cette union, dont nous parlions, cette union qui fait la force, se resserra de plus en plus au profit de Bastia. Nous en avons assez besoin pour désirer vivement qu'il en soit ainsi.

La session des chambres a été close par ordonnance royale, en date du 11 juin 1842. Cette ordonnance a été communiquée aux deux chambres dans leur séance du 11 juin.

L'ordonnance de dissolution n'avait point encore paru à la date du 12.

Des travaux importants vont être entrepris en Corse et mis en adjudication le 12 juillet prochain. Deux phares seront construits l'un à l'île de la Giraglia, à l'extrémité du Cap Corse, et l'autre à l'entrée du golfe de Portovecchio. Un quai sera construit le long du port de Bonifacio. Enfin près de 9000 mètres de route vont être établis; 6050 sur la route occidentale d'Ajaccio à Bastia, entre l'île-Rousse et la rivière de Regino et 2,404 m. route de Bastia à Macinaggio entre Pentagone et le Buttojo. Le montant de ces derniers travaux est évalué à 78,000 fr.; celui de la portion de la route occidentale s'élève à 90,000 fr.

M. l'abbé Pino, vicaire-général de Monseigneur l'évêque d'Ajaccio, vient de recevoir, par bref du Pape, en date du 5 avril dernier, le titre de prélat. Cet honneur, rendu au mérite distingué de ce savant et pieux ecclésiastique, est un gage de la prédilection toute particulière de l'église-mère à l'égard d'un de ses enfants les plus dévoués. M. l'abbé Pino, en effet, est demeuré toujours attaché par les liens les plus étroits au St-Siège, ce centre parfait et nécessaire de l'unité catholique. Avant de s'initier dans le sacerdoce, voulant apprendre à se vaincre lui-même, et s'animer de l'esprit chrétien, M. l'abbé Pino, jeune encore, alla s'inspirer au berceau des lumières et de la sagesse, en Italie, dans ces maisons de retraite, et en dehors de toute atteinte mondaine, où se rencontrent toutes les vertus dont la pratique est nécessaire pour faire le bon ministre des autels. A

peine ordonné prêtre, à son retour en Corse, il fut nommé curé et archiprêtre de l'église cathédrale de St Marie, à Bastia, son pays natal. C'est alors que pendant le cours de plus de quarante ans il déploya dans l'exercice de son ministère, les plus éminentes vertus. Simple, à l'exemple du bon pasteur de l'évangile, affectueux, charitable et bien-faisant, comme son modèle, sa maison devint bientôt l'asile de tous ceux qui souffraient. Profondément pieux et résigné, au milieu de toutes les sollicitudes pastorales, M. l'abbé Pino ne cessait de rapporter tout à Dieu, et à sa gloire. Doué d'une humilité rare, d'un caractère conciliant, et d'une inexprimable douceur; sage dans ses conseils, grave dans ses mœurs; animé de cet esprit de tolérance qui nous apprend à supporter avec des sentiments de paix ceux même que nous croyons dans l'erreur; rempli de franchise, d'abandon et de délicatesse, dans l'intimité surtout, il n'employait que la force de la persuasion, et les seules armes, que lui fournissaient ses belles qualités, pour former à Dieu un peuple nouveau. Qui mieux que lui a prêché, par l'exemple et la pratique des vertus évangéliques, a compris que la vie du prêtre est une vie d'intelligence et d'amour dont la consommation se trouve dans l'éternité?...

Enlevé plus tard à la tendresse de ses ouailles, par un avis de Monseigneur l'évêque d'Ajaccio, qui avait conçu le dessein de s'attacher ce vénérable vieillard, en qualité de son vicaire général, M. l'abbé Pino, dut s'abandonner, à cette nouvelle disposition de la providence. Il est impossible de décrire ici les vœux, les larmes et les regrets de tout un peuple, à l'instant de sa séparation du plus aimé des pasteurs.

Le nom de M. l'abbé Pino doit rappeler aussi à tous ceux qui l'ont entendu, l'idée d'un de nos meilleurs orateurs. Ses sermons ont toujours présenté de beaux modèles d'éloquence chrétienne. La profondeur des pensées, la force du raisonnement, l'élévation et les grâces du style, y marchent de pair avec cette onction douce et salutaire qui porte à la vertu. On y découvre surtout un fond inépuisable de morale, une grande dignité de langage, et les plus heureuses applications tirées de l'écriture et des pères. Malgré ses cheveux blancs, ce prédicateur brûlant de zèle, fait retentir même aujourd'hui nos chaires sacrées. On le voit encore braver la rigueur des saisons, les difficultés des routes, les ennuis et les périls des traversées sur mer, pour aller de contrée en contrée répandre la semence divine, et annoncer les voies du salut.

Par un choix aussi éclairé, Monseigneur l'évêque d'Ajaccio, n'a fait que justifier de plus en plus la confiance qu'il inspire à son diocèse.

L'escadre sous les ordres de l'amiral Hugon, et dont la frégate la Belle Poule, commandée par S. A. R. le Prince de Joinville, doit faire partie, est attendue d'un moment à l'autre dans la rade d'Ajaccio.

Le bateau à vapeur, le *Maréchal Sebastiani*, de la Compagnie Valerj, a, la semaine dernière, donné une nouvelle preuve de la supériorité, de la bonne construction et de la force de sa machine. Parti de Bastia le jeudi 9, à huit heures du matin, il était le 10 matin à Ajaccio, après avoir relâché à Macinaggio, l'île-Rousse, Calvi et Sagone où il prit et déposa des voyageurs. Il est reparti le soir même d'Ajaccio, touchant de nouveau à Calvi, l'île-Rousse, pour se rendre à Livourne. Enfin le 12 au soir, à cinq heures, il entra dans le port de Bastia. Ainsi en moins de quatre jours, il est allé de Bastia à Ajaccio, d'Ajaccio à Livourne, de Livourne à Bastia, en touchant plusieurs points intermédiaires, et en sejourant plusieurs

heures dans ces différentes stations. Ce bateau a donc fait plus que ses preuves de force et d'exactitude et en se confiant à lui pour le voyage de l'île d'Elbe, que nous annonçons pour le 3 juillet prochain, on peut être assuré d'être de retour à Bastia à heure fixe.

Par ordonnance royale du 10 mai 1842: M. Canale (Silvestre), adjudant sous-officier au 6^e de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

M. Franceschi (Othon), sergent-major au 3^{me} bataillon d'infanterie légère d'Afrique, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

Par ordonnance royale du 26 même mois: M. Gregori (Charles Gervais), adjudant en second au magasin central des effets d'hôpitaux, a été nommé adjudant en 1^{er}.

Par ordonnances royales des 24 avril et 29 mai 1842, ont été nommés chevaliers de l'ordre royal de la légion d'honneur:

M. Petronelli (Ange-François-Pierre) chirurgien major aux ambulances de l'Algérie.

M. Cristiani (Alexandre), chirurgien-aide-major au 1^{er} bataillon d'infanterie légère d'Afrique.

M. Crocicchia (Michel), voligneur en Corse.

L'arrivée du bateau à vapeur le *Sebastiani* à Livourne a donné lieu le 13 à un incident fâcheux, contre lequel une protestation énergique de la part des voyageurs a été adressée à M. le consul général de France. Entré à 4 heures du soir dans le port de Livourne, avec 123 passagers, il n'a été admis en libre pratique qu'à près de sept heures du soir, bien que son état sanitaire eût été reconnu immédiatement comme satisfaisant.

Le prétexte, dont on s'est servi pour justifier ce retard injustifiable, ne saurait être sérieux. Si la force publique n'était pas sur les lieux, il était aisé de la faire venir, et cela était d'autant plus facile que deux ou trois personnes suffisent pour maintenir l'ordre au moment du débarquement. A part tout ce qu'il y a eu d'arbitraire dans cet acte, il y a eu encore une grande maladresse à agir de la sorte, car c'est dégoûter les personnes qui se rendent à Livourne et priver cette ville des avantages qu'elle retire du concours des voyageurs. Nous espérons qu'un pareil acte ne se renouvellera plus à l'avenir et que les réclamations du consul général de France obtiendront du gouvernement toulon, sécurité pour l'avenir et un accueil qui abrège les ennuis de la route; le retour d'un malentendu semblable à celui dont nous parlons, qui prolonge inutilement les souffrances d'un grand nombre de voyageurs, deviendrait ainsi impossible.

La lettre du ministre de la guerre dont nous parlions dans notre dernier numéro est du 20 juillet 1831 et non du 20 juillet 1838, ainsi que nous l'avons dit par erreur de composition.

INSTRUCTION SPÉCIALE.

Ecole spéciale préparatoire pour la marine sous le patronage du Prince de Joinville. La durée de l'enseignement, pour l'admission à l'école navale de Brest, est de trois ans au plus. Un nouveau cours d'études préparatoires sera ouvert le 18 juillet prochain. Ce cours, qui dans l'intérêt des élèves sera continué pendant les vacances, a pour but de leur faire gagner du temps en les mettant en état d'être admis, à la rentrée des classes, dans un cours supérieur et par suite de passer un an plutôt à leurs examens. Les élèves sont reçus dès l'âge de 10 à 16 ans, et sont à leur entrée dans l'établissement, repartis dans quatre divisions selon leur âge et le degré de leur instruction. S'adresser à M. Loriot, directeur, rue neuve St-Genévieve n° 11 à Paris.

Les personnes auxquelles l'usage du café ou du chocolat est défendu, celles dont l'estomac réclame un déjeuner léger et nourrissant, trouveront dans le *CAKAOÛT DES ARABES* l'alimentation la plus agréable et la plus salutaire. Cet aliment est aussi très convenable aux DAMES, aux enfants et à toutes les personnes faibles ou nerveuses. Dépôt chez M. Giralt ph. à Bastia.

Afrique Française.

ALGERIE. — Les journaux et les correspondances de Toulon parlent de la présence d'Abd-el-Kader dans la province d'Alger. Voici ce qu'on lit à ce sujet dans le Toulonnais du 7:

Abd-el-Kader est dans la province d'Alger; cette nouvelle nous est envoyée par Oran et par Bidaï. Tout laisse croire que cette nouvelle est vraie, et cependant nous n'osons la garantir tant elle a d'importance. Abd-el-Kader est arrivé dans la province d'Alger à la tête de 200 cavaliers, ayant laissé ses troupes à El-Berkani et Sidi Embarach pour nous détourner si cela est possible. Il va rejoindre Ben-Salem pour nous attaquer dans l'est. On le dit arrivé au Fondouck.

L'opinion générale est que les hostilités, qui ont recommencé dans le cercle si tranquille de Bone, se rattachent au plan qui ramène l'émir dans la province d'Alger.

Le gouvernement a reçu un rapport du général Bédau, daté de Tiemecen 20 mai, qui fait connaître les événements dont ce pays a été le théâtre depuis le combat de Bab-Thassa (29 avril). Une expédition vigoureuse vers les montagnes de la haute Tafna a amené la soumission des deux fractions des Traras, qui demeuraient encore insoumises. Les Ouel-Hassas, qui avaient entrepris l'hostilité des Traras, ont eux-mêmes demandé l'aman, et le général Bédau à la tête de toute sa colonne a traversé tout leur pays, converti de récoltes, sans que le moindre acte de pillage ait eu lieu.

Le général Bédau a reconnu l'état des silos de l'Achour. Il en a trouvé 15 vides et 22 remplis. Chacun de ceux qui sont remplis peut fournir la charge de 30 chameaux. Le général n'ayant pas de moyens de transport, a dû laisser ces silos à la garde des Ouel-Hassas. Les otages garantis à la fois la soumission et la garde fidèle des silos. La colonne, qui était partie de 12, entra le 19, après avoir obtenu la soumission de toute la montagne kabyle, depuis Nedroma jusqu'à la limite des Beni Amer. C'est un des pays où l'émir avait trouvé le plus de ressources jusqu'à ce jour.

Le général Bédau a reçu des assurances de paix et de bon voisinage du caïd d'Ouchda (Maroc), agissant d'après les ordres du Muley-Abderramen.

La guerre s'est ranimée dans l'est par les menées du marabout Sid-Zerdout; on s'est battu en avant de Bone et du côté de Philippeville. Le 20 mai, les deux camps d'Eldys et d'El-Arouch furent attaqués simultanément par une force d'environ 2,000 hommes, accompagnés d'une population de 3 à 4,000 hommes sans armes, venu sur la promesse du pillage faite par Sid-Zerdout. La garnison de ces camps reçut les arabes par un feu de mousqueterie et de mitraille qui mit le désordre dans leurs rangs. La cavalerie se précipita à leur poursuite. L'ennemi, en fuyant, emporta un grand nombre de morts et de blessés, néanmoins il laissa plus de 600 cadavres sur la place.

Depuis son départ, le général Changarnier n'a point envoyé de dépêches à Alger. On suppose qu'en ce moment il fait sa jonction avec la locomotive.

ne du gouverneur-général, dont on attend incessamment des nouvelles. Tout est tranquille dans la plaine.

Nous lisons ce qui suit dans une correspondance particulière datée de Philippeville, 24 mai: ce sont des détails qui seront lus avec intérêt.

Il y a trois jours nous avons pris une terrible revanche sur les arabes. Poussés par un marabout qui est parvenu à leur faire croire que nos balles ne les tuaient pas, ils ont eu l'audace de venir attaquer le camp d'El-Elarouch sur la route de Constantine. On le savait, ils étaient quatre mille, le commandant Montauban les a laissés approcher, ils ont pu même planter un drapeau à six pas du camp. Les arabes voyant qu'on n'opposait point de résistance, se sont enhardis, le marabout leur criait que nos balles bouillonnaient sur leur peau, sans même l'entamer. Leurs femmes se tenaient à distance pour leur préparer le couscous de la victoire. Le marabout disait, enfans, le camp nous appartient, les français vont être changés en des statues de sel. Il parlait en core, quand la mitraille a retenti, un long éclair de feu a illuminé le camp. 114 de nos cavaliers se sont élancés, et ont fait un carnage de tous ces bédouins qui s'attendaient à voir des statues de sel. Presque tous les fantassins arabes sont restés sur le carreau, on a compté plus de 300 morts, et nous n'avons eu qu'un officier et qu'un sergent blessés légèrement, 300 fantassins et 114 cavaliers ont obtenu ce beau succès. Ce matin le général Levasseur est encore sorti, il paraît qu'on va mettre le feu à tous les douars.

Nous avons parlé de la dernière affaire qu'a eu le 13 avec les kables, à quelques lieues de Philippeville. Nous apprenons aujourd'hui qu'il est faux qu'on n'ait pas pu ramener les blessés; nos morts mêmes ont été transportés.

On écrit du Havre, le 1^{er} juin:

Hier, à la marée, notre port a été témoin d'un spectacle assez curieux; c'était l'entrée de l'escadrière de bateaux à vapeur que le Pape a fait construire en Angleterre, et qui doivent, comme nous l'avons dit, rejoindre la Méditerranée en traversant la France. Ces bateaux, au nombre de trois (*Archimède*, *Guasco* et *Papin*), sont entrés ayant à leur poupe le pavillon blanc, sur lequel se détachent les armes de l'Eglise. Ils sont montés par des marins dont l'uniforme se rapproche beaucoup de celui des nôtres, et qui portent sur leurs chapeaux l'inscription de *Marina Romana*. Leur apparence annonce une capacité de 80 tonneaux, et des machines de la force d'environ 30 chevaux. Leurs formes sont fines et allongées, et affectent celles des goélettes des Bermudes; ils sont cependant plus solidement qu'élegamment construits.

L'un d'eux (*l'Archimède*) se distingue des autres par un ornementation plus riche et des détails plus soignés. Il porte au couronnement un écusson doré, et sa guibre est aussi dorée. Sa roue en arçon, placée sur l'arrière, et sa chambre meublée avec luxe, et qui contient un piano, indiquent qu'il est plus particulièrement destiné à un service de plaisance ou de croisière. Les deux autres, au contraire, par leur installation, paraissent être propres au remorquage. Ils sont destinés tous les trois à la navigation du Tibre.

On écrit de Pise (Toscane), à la *Gazette de Cologne*:

L'instruction relative aux excès commis dernièrement dans notre ville par les étudiants, a conduit à des résultats plus graves qu'on ne pouvait s'y attendre. On a découvert une conspiration dans les formes, ayant pour but le renversement de l'ordre légal, une secte renaissante de la Jeune-Italie, qui décréterait dans ses comités la punition ou l'extermination des professeurs ayant des principes conservateurs.

Le gouvernement a fait venir des troupes de Livourne, et on a institué une commission d'enquête qui a commencé par faire arrêter cinq étudiants, dont les trois qui avaient maltraité le professeur Russo. De nombreuses patrouilles parcourent jour et nuit les rues de la ville; ce qui n'empêche pas qu'on trouve souvent le matin des affiches révolutionnaires placardées sur les murs, et un grand nombre d'étudiants ont quitté secrètement la ville.

L'Autriche nous devance encore dans la réforme des droits de poste pour les lettres. A partir du 1^{er} août prochain il n'y aura que deux prix: 6 kreutzers (25 centimes) pour un certain rayon du point de départ, et 12 kr. pour tout le reste de la monarchie. Le gouvernement en, proclamant cette mesure, annonce la réduction future et graduelle de cette dernière taxe, de manière à arriver dans un temps donné à la taxe unique de 25 centimes pour tout l'empire.

Le port des lettres chargées a été réduit, et l'augmentation de taxe sur les lettres destinées à l'étranger ou qui en viennent, a été supprimée.

Les résultats obtenus en Angleterre, établissent péremptoirement les avantages d'une taxe faible et uniforme. Le nombre des lettres transmises par la poste dans ce pays en 1839 était de 75 millions environ. Il s'est élevé en 1840 à 168,178,000 et en 1841 à 196,500,000.

La manie du journalisme est telle à Paris, que des écrivains viennent de se réunir pour publier une feuille qui s'appelle LA LOUE, *Journal des concierges de Paris et des départements*. Nous avons vu le premier numéro de cette publication imprimée avec assez de luxe. Il contient entre autres articles la biographie du concierge des messageries royales!... Employer du papier à faire la biographie des portiers de Paris, voilà une spéculation digne de notre époque!

GENÈVE. — La nouvelle constitution a été soumise, le 7, au vote du peuple. Sur 5,426 votants, 4,844 ont voté pour l'acceptation, et 530 contre, 52 voix ont été perdues.

TRIPOLI. — La querelle paraît s'envenimer entre le pacha et l'Angleterre. Une proclamation contre le trafic des esclaves, affichée à la porte de la chancellerie, a été lacérée par ordre d'Askar Ali.

Le colonel Varrington ayant envoyé son drogman pour demander l'ouverture de la porte de la marine, afin que le commandant de la vapeur la *Devastation*, arrivée à une heure assez avancée, put entrer dans la ville, le pacha répondit par des insultes grossières et refusa.

Les sujets britanniques ont signé une pétition qu'ils ont envoyée au gouverneur de Malte, et dans laquelle ils disent que leurs propriétés et leurs personnes ne sont plus en sûreté.

Abd-el-Gelil, à la tête des Arabes, remporte des avantages sur les troupes du pacha.

RUSSIE. — On écrit d'Odessa au *Times*:

Le gouvernement vient de décider que les opérations militaires contre les montagnards du Caucase seraient poussées avec vigueur, et que les garnisons des forts situés sur la ligne du Kouban et sur le littoral de la mer noire recevraient un renfort de 20,000 hommes. Le bruit s'est répandu qu'une partie des tribus du Caucase, voisines de la rive gauche du Kouban, avait fait sa soumission; mais ce bruit mérite confirmation. D'un autre côté on prétend que le vieux Hodge-Dakhum-Oko, chef très influent, et Hassan-Bey ont adressé un appel énergique aux montagnards indépendants, et organisé des moyens de résistance sur une grande échelle dans les provinces de Schapsk et Psadug contre lesquelles les Russes dirigeront probablement leurs premières attaques.



ANNONCES ET AVIS DIVERS.

VENTE DÉFINITIVE.

aux enchères des immeubles dépendans de l'hôir de feu demoiselle Marie Progher, à la diligence de ses héritiers.

IMMEUBLES SIS A BASTIA.

1^{re} Lot :

1^{re} étage de la maison sise près de l'église de Sainte Marie, composé de 9 pièces, les deux pièces de l'ancienne maison comprises, et le grenier au dessus de la cuisine mise à prix six mille six cent dix fr. ci. 6,610.

Cave vis-à-vis de l'entrée de la maison, trois cent vingt fr. ci. 320.

Chambre au dessus de la cave, avec un sous-escalier, cinq cent quarante fr. 540.

Une petite pièce, et une chambre au dessous du 1^{er} étage, huit cent quinze francs ci. 815.

Trois pièces de la vieille maison, mille sept cent quatre-vingt dix fr. ci. 1,790.

TOTAL 10,075.

2^{re} Lot :

2^{re} Étage de la maison, sise au dit lieu, composé de neuf pièces, y compris une dépense en bois, six mille deux cent cinquante fr. ci. 6,250.

Petite cave au dessous des chambres du sieur Camagna, cent soixante dix fr. ci. 170.

Quatre pièces au sud de la vieille maison du Chiosiro, avec deux écuries au dessous, mille six cent quatre-vingt dix fr. ci. 1,690.

TOTAL 8,110.

3^{re} Lot :

3^{re} Étage, avec greniers au dessus de la maison sise au dit lieu, cinq mille six cent soixante dix fr. ci. 5,670.

Trois boutiques, ou magasins donnant sur la place de Ste-Marie, deux mille six cent quatre-vingt quinze fr. ci. 2,695.

TOTAL 8,365.

4^{re} Lot :

Toute la nouvelle maison du Chiosiro, avec jardin contigu, et une chambre au dessus de l'écurie Morelli, quatre mille sept cent quarante fr. ci. 4,740.

5^{re} Lot :

Deux chambres vis-à-vis la maison Morelli, mille sept cent dix fr. ci. 1,710.

IMMEUBLES SIS A CALVI.

1^{re} Lot :

Tout le grand étage de la maison, sise au lieu dit *Sproni*, composé de quatorze pièces, loué au département pour la Sous-Préfecture de Calvi, et petit étage à côté, composé de trois pièces au dessus de la maison Brunelli, et du magasin servant de cave, et du magasin à bois au dessous de la même maison, dix-sept mille trois cent cinquante fr. ci. 17,350.

2^{re} Lot :

Tout l'étage au dessus du grand étage, avec cuisine greniers etc., sept mille cinq cent soixante fr. ci. 7,560.

3^{re} Lot :

Tout le premier étage de la maison sise au lieu dit *Castello*, avec grande cave au dessous, cinq mille trois cents fr. ci. 5,300.

Cette vente aura lieu le trente juin 1842, dix heures du matin, dans la salle du 1^{er} étage de la maison Progher, sise près de l'église de Sainte Marie, devant M^{re} Seattelli, Notaire à Bastia.

S'adresser au dit Notaire pour prendre connaissance du Cahier des charges.

Le public est prévenu qu'il y a en vente, au port de Macinaggio, les agrès et apparaux en très bon état, du brick-golette français la *Vierge du Rosaire*, du port de 72 tonneaux, naufragé dernièrement sur les parages de l'île-Rousse, et dont il fut fait le sauvetage pour le compte des propriétaires. Les prix seront très modérés.

S'adresser au sieur Casanova (André) ou Bartolomei (Mathieu) propriétaires à Rogliano.

D'un jugement de défaut, dûment enregistré, rendu le vingt-un janvier mil huit cent quarante-deux, par le Tribunal de commerce de Bastia, sur la demande de M. Casabianca François Marie, avocat, et de M^{re} Adeline Cipriani, veuve Casabianca, en qualité de mère et tutrice légale des mineurs Étienne-Antoine, Paul, Lucie, Xavier, Sophie et Marquise Josephine, tous fils et héritiers de feu M. le Conseiller Casabianca Pierre, domiciliés et demeurant à Bastia, contre Messieurs Pachò François, négociant, Jean-Paul et Lucien frères Bartolomei, François et Jules frères Cipriani, tous propriétaires, demeurant à Livourne, Augustin et Félix père et fils Castellini et Roch Guasco, négociants, demeurant à Bastia, il appert, que la société en commandite qui avait été établie sous la raison sociale Henry Bougleaux et Compagnie pour l'exploitation du paquebot à vapeur le *Napoléon*, entre Monsieur Henry Bougleaux négociant, de Versailles, et le sieur François Cipriani de Centuri, propriétaires demeurant à Livourne, par acte sous seing privé, en date du trois décembre mil huit cent trente trois, dûment enregistré à Paris, le dix-neuf même mois 1^{er} 52 et 53 v^o cases 6 et suivantes, par Monsieur Taddei qui a perçu 5 francs 50 centimes, et qui ensuite par d'autres conventions a été changée sous la raison sociale Jules Cipriani et Compagnie, a été dissoute. Il appert aussi du dit jugement de défaut, que Monsieur Roch Guasco, gérant judiciaire du dit paquebot à vapeur, est tenu de rendre ses comptes devant Monsieur Valeri, juge au Tribunal de commerce précité.

Bastia le 13 juin 1842.

Signé : F. M. Casabianca, Adeline veuve Casabianca. Enregistré à Bastia le quinze juin mil huit cent quarante deux, 1^{er} 67 R^o Cas. 5. reçu 1 franc et 10 centimes pour décime.

Signé : CASANOVA.

VOYAGE DE BASTIA A AJACCIO TOUCHANT A L'ÎLE-ROUSSE.

Le bateau à vapeur le *Murèchal Sebastiani*, partira de Bastia le 26 courant à 6 heures du matin, relachera à l'île-Rousse, arrivera le 27 de bon matin à Ajaccio, d'où il repartira le soir pour être rendu le 28 à Bastia, après avoir touché Calvi et l'île-Rousse.

PROMENADE A PORTOFERRAJO.

Le même bateau à vapeur partira de Bastia le 3 juillet prochain (l'heure du départ sera fixée plus tard) pour Portoferraio, d'où le lendemain 3, à la commodité des voyageurs on partira pour Rio afin de visiter la mine de fer; de là on se rendra à la Pianosa pour revenir à Bastia le 4 au matin.

CHEZ LES FRÈRES FABIANI

CODE CIVIL expliqué par ses motifs, par des exemples et par la jurisprudence, par J. A. Rogron, gros volume in 12. 10 fr.

Idem relié. 11 fr. 50 c.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE, par le même, 1 volume in-12. 10 fr.

LES MILLE ET UNE NUITS, contes arabes traduits par Galland, nouvelle édition de la Bibliothèque Gosselin, 2 volumes. 7 fr.

HISTOIRE DES FRANÇAIS, depuis le temps des Gaulois jusqu'à 1830, par Théophile Lavallée, 4 volumes in-12. 16 fr.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 11 au 17 juin 1842.

ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi. St-Pelegrino. bœuf. Assomption, c. Belgodere. d. Marseille. golette. Constance, c. Rogliano, div. Ajaccio. b. à vap. Sebastiani, c. Lota. Ajaccio. golette. S. Joseph, c. Nicolin, planches. St-Pelegrino. gondole. Assomption, c. Guaitella, divers.

Cagnano. gondole. Conception, c. Damiani, vin. Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Lota. Portovecchio. mistik. St-Joseph Assomption. c. Collari, bois.

Pronete. gondole St-Antoine. c. Giorgi, vin. Pronete. gondole. Mantino. c. Macaluz, bois. Pronete. gondole. St-Antoine. c. Benedittini, vin. Macinaggio. gond. St-Antoine, c. Antonorsi, v. Lavagna. felouque V^o des Carmes, c. Puccio, ardt. Cette. bœuf Assomption, c. Bertocci, liquides. Pronete. gondole St-Antoine, c. Ficaja, vin. Toulon. bat. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches. Centuri. gondole St-Pierre, c. Nicolai, ardoises.

DÉPARTS.

Civitavecchia. leuth Conception, c. Gabrielli, l. Macinaggio. gondole St-Simon, c. Filippi, div. Cagnano. gondole Lavasina, c. Franceschi, lest. Toulon. bat. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches. Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota, pass. Marseille. brick-golette Corse, c. Sivo, huile. Marseille. mistik Conception, c. Bonelli, huile. Pronete. brick-golette St-Antoine, c. Guasco, l. Cagnano. mistik Conception, c. Mariani, lest. Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota, pass. Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi, pass. Marseille. tartane Jean-Jacques, c. Pignol, huile. Cagnano. gondole Trinité, c. Costa, diverses. Livourne. mistik Assomption, c. Thiers, divers. Padulella. gondole Mantino, c. Macaluz, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 3, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

ORDONNANCE DU ROI.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, A tous présents et à venir, salut. Vu l'article 42 de la Charte constitutionnelle; Vu la loi du 19 avril 1831;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit: Art. 1^{er}. La Chambre des Députés est dissoute. Art. 2. Les collèges électoraux sont convoqués pour le 9 juillet prochain, à l'effet d'élire chacun un député.

Les deux collèges électoraux de la Corse sont convoqués au même effet pour le 12 juillet prochain.

Art. 3. La Chambre des Pairs et la Chambre des Députés sont convoqués pour le 3 août prochain.

Art. 4. Notre ministre secrétaire d'Etat de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Au palais de Neuilly, le 12 juin 1842.

LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le ministre secrétaire d'Etat de l'Intérieur, T. DUCHATEL.

Bastia.

La renouation de la Corse dépend de deux grands moyens : action de l'extérieur et action de l'intérieur. Elle a besoin pour sortir de l'état précaire, où elle a été si long-temps abandonnée, des secours du gouvernement, de ceux des capitaux du dehors et de la population étrangère à son sein. Trop faible en population, manquant, par la même des ressources financières qui sont une condition si puissante de développement et de progrès, elle doit demander au dehors ce qui lui manque et se constituer telle qu'elle peut hardiment présenter des gages de sécurité et de gain à ceux qui répondraient à son appel. Mais son avenir ne dépend pas seulement de ce concours extérieur; il faut aussi qu'elle agisse avec d'autant plus d'ensemble et d'énergie qu'elle s'est plus long-temps abandonnée elle-même. Il faut qu'elle sache vouloir et bien des obstacles, bien des difficultés disparaîtront ou s'aplaniront. Qu'elle fasse ses affaires elle-même, qu'elle les fasse résolument, avec esprit de suite et d'ensemble, et elle sera récompensée, comme le sont tous ceux qui ont de la persévérance et agissent sur un terrain naturellement fertile.

Ceci est l'affaire des particuliers et des grands centres de population qui constituent les villes. Les uns doivent faire tout ce qu'ils peuvent pour améliorer l'agriculture, créer l'industrie et augmenter ainsi l'activité et les bénéfices du commerce; les autres doivent demander les institutions qui régularisent cette action individuelle, qui la protègent et qui, en la protégeant, la stimulent et lui font porter tous ses fruits. C'est à ces dernières à demander et à obtenir les institutions qui vulgarisent l'enseignement pratique de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, qui ouvrent de nouvelles carrières et substituent partout la méthode rationnelle aux aveugles et incomplètes traditions de la routine. Il faut que tous les besoins de l'île aient leurs représentants, leurs appuis, leurs défenseurs. De cette façon la Corse, isolée comme elle l'est, pourra se suffire à elle-même et sa population trouvera, dans son sein, à sa portée, et sans être condamnée à des frais de déplacement plus coûteux pour elle que pour les autres départements français, toutes les ressources d'instruction et d'éducation qui sont nécessaires pour la faire s'acheminer sûrement vers l'avenir qui l'attend.

C'est là ce qu'a compris parfaitement le corps des commerçants de Bastia, en adressant dernièrement à M. le ministre du commerce une pétition longuement motivée, dans laquelle il sollicite l'établissement, à Bastia, d'une institution protectrice des intérêts du commerce, qui ne vit que des progrès de l'agriculture et de l'industrie, et qui ne peut se développer qu'autant que celles-ci s'agrandissent et se perfectionnent. Cette institution, utile partout, l'est encore plus pour la Corse, est peu connue à Paris; on ne l'envisage qu'à travers les préjugés de l'antipathie ou de l'admiration enthousiaste. Les uns relèvent notre pays outre mesure; les autres le rabaisser au delà de toute vérité. Pour les uns la Corse est une espèce d'El Dorado, d'une fertilité inouïe, qui ne demande ni bras, ni travail; pour les autres c'est un sol aride, qui, hérissé de rochers, ne donne que des produits misérables. Qui s'inquiète sérieusement à Paris de nos besoins; qui étudie les ressources de notre île et songe à les développer? qui est en position de faire parvenir au pouvoir les renseignements les plus exacts? Personne, excepté la députation, qui n'a jamais manqué de défendre avec zèle et intelligence nos intérêts; mais la députation ne se trouve à Paris que la moitié de l'année et elle ne peut ainsi faire tout ce qu'elle voudrait. Ainsi nous manquons, en partie, d'appui près du gou-

vernement, non pas que nous voulions mettre le moins du monde en doute sa bienveillance à notre égard. Il a fait immensément pour nous. Les millions, il les a prodigués pour nos routes, nos ports. Non pas que nous voulions contester non plus le zèle de nos administrateurs. L'on fait beaucoup pour nous; l'on est animé d'ordinaire, de bonnes intentions à notre égard; mais malgré cela, le gouvernement n'est pas toujours exactement informé de nos besoins; il ne sait pas toujours ce qui nous manque; Ses représentants en Corse se succèdent, changent et disparaissent, et avec chacun d'eux viennent de nouvelles idées, de nouveaux projets, qui ne sont pas toujours d'accord avec les idées et les projets de leur prédécesseurs; de la peu d'ensemble, peu d'esprit de continuité. Nous n'avons en un mot aucun de ces corps qui représentent, directement, constamment les besoins du pays, qui les défendent, les déclarent et les protègent; la tradition, ou l'esprit de suite nous manque et sans cet esprit, qui s'attache à une idée et qui ne l'abandonne qu'après l'avoir réalisée, les progrès d'un peuple sont lents, difficiles, impossibles quelquefois même.

Une chambre de commerce à Bastia comblerait cette importante lacune; en même temps qu'elle établirait des rapports directs, journaliers entre la Corse et le gouvernement. Il est important, dans beaucoup de circonstances, de ne point passer par la filière administrative et d'arriver d'emblée près du ministre. L'on épargne ainsi des lenteurs, et l'on n'a point à combattre contre de mauvais vouloirs, ou contre des remises éternelles qui ajournent tout et paralysent tout. Une chambre de commerce ne répond pas seulement aux questions du ministre, et n'aurait-elle que ces attributions qu'elles seraient encore immenses, puisque ce serait le corps le plus compétent et le mieux placé pour répondre à ces questions. Une chambre de commerce peut encore exercer l'initiative et provoquer l'adoption de telle ou telle mesure qui serait utile au commerce de la localité. Protectrice éclairée et incessante du commerce, elle sert d'intermédiaire entre celui-ci et le pouvoir central et fait connaître à l'un toutes les doléances de l'autre. Tout ce qui se rattache à la prospérité du commerce, à son développement, à ses projets, rentre dans ses attributions et dans ses devoirs. L'on voit dès lors de quel avantage il est pour la ville dont tout l'avenir est dans le commerce, d'avoir une institution semblable à celle dont nous parlons. Nul ne comprend mieux, ne défend mieux ses intérêts que



celui-là même qui voit son existence engagée dans ces mêmes intérêts. C'est donc au commerce qu'il appartient de se protéger lui-même, afin de l'être d'une manière efficace, persévérante.

Cette demande présentée au ministre du commerce, adressée dernièrement à M. le préfet du département, qui en a compris toute l'importance et la nécessité et qui, nous n'en doutons pas, s'empressera d'appuyer les réclamations des négociants de Bastia, pourrait-elle avoir une mauvaise réussite? Nous ne le croyons pas. Sur les quarante-sept villes qui, sur le continent, jouissent d'une Chambre de commerce, il en est plusieurs qui n'ont ni plus de droits ni plus de titres, ni plus de besoins à faire valoir que Bastia. Chez plusieurs la population est inférieure à celle de Bastia et si les affaires commerciales, comparées à celles d'autres villes du continent, sont inférieures, qu'on ne perde pas de vue que nous sommes ici en voie de progrès; que les chiffres de la douane de Bastia vont, chaque année, en s'accroissant et qu'il arrive souvent que le personnel de la douane active ne suffit pas pour la prompte vérification des marchandises à débarquer. Nous sommes donc ici en mouvement ascensionnel et chaque jour nos relations commerciales se multiplient en nombre et en importance. Nous sommes donc sous ce point de vue, dans les meilleures conditions pour obtenir ce qu'on a accordé à si juste titre à d'autres villes, mais nous avons encore de notre côté d'autres recommandations qui doivent vivement militer en notre faveur.

La Corse a des intérêts tous spéciaux. Pays neuf, nous avons besoin de plus d'excitation de plus de protection que ceux où la vie est depuis long-temps développée et quand, cette protection, cette stimulation nous pouvons la trouver en nous mêmes, comment pourrions-nous en refuser les moyens, alors qu'en définitive, ils tourneront au profit du trésor lui-même; alors surtout que cette concession ne coûterait pas un centime au gouvernement et que le dévouement et le zèle de nos concitoyens en ferait tous les frais? L'on nous a accordé des routes; notre reconnaissance est là pour témoigner de tout le prix que nous avons attaché à ces bienfaits; l'agriculture, l'industrie et le commerce de notre pays prouveront bientôt que ces bienfaits seront productifs. Mais pourrions-nous nous refuser une institution qui n'imposerait aucune charge au gouvernement et qui deviendrait comme l'âme, comme la vie intérieure qui animerait puissamment notre commerce, notre industrie et notre agriculture? N'avons-nous pas assez grandi pour qu'on brise les lisières qui nous tiennent en lesse et pour qu'on nous laisse marcher seuls et nous protéger nous mêmes, sous la surveillance et la direction du gouvernement central?

Notre position est exceptionnelle sous tous les rapports et demanderait des moyens exceptionnels, s'il n'en existait pas d'ordinaires. Ce que nous sollicitons, avec confiance de l'obtenir, un grand nombre de villes le possède; nous ne demandons que le droit commun qui, ici est d'autant plus important qu'il aurait à protéger des intérêts qui n'existent pas ailleurs. Mais notre voisinage de de l'Italie, de la Sardaigne, nos rapports avec le continent français et le continent italien, créent pour nous une situation toute spéciale. Qui serait mieux en mesure de réclamer cette législation, ou ces modifications à la loi commune, qu'une Chambre de commerce? A qui le ministre pourrait-il s'adresser avec plus de confiance et de sécurité qu'à un corps spécial chargé particulièrement de l'éclairer sur les besoins spéciaux de la Corse?

Dans cette circonstance, nous ne demandons

qu'une chose au gouvernement, c'est qu'il fasse pour toute la Corse, pour celle des villes qui est essentiellement commerciale et qui, à ce titre, représente et résume tous les intérêts de l'île, ce que le gouvernement a fait successivement pour quarante-sept autres villes du continent. L'importance de notre département, son étendue, son avenir, sa position géographique, les intérêts multipliés et compliqués que cette position entraîne avec elle; l'activité commerciale de notre place, qui s'accroît chaque jour et qui fournit de plus en plus tous les éléments d'une bonne chambre de commerce, voilà des considérations qui appuient vivement notre demande. Le commerce de notre ville, en la présentant à montré qu'il comprenait son importance grandissant sans cesse; il a convenablement rempli un devoir, il a fait acte de bon citoyen, en s'inquiétant des moyens de protection à donner à notre avenir, par nos propres ressources. Il a montré qu'ainsi il était dans la situation morale voulue pour obtenir ce qu'elle demandait. L'autorité administrative du département, dont la première ambition doit être de contribuer à la prospérité de la Corse, ne peut laisser échapper une occasion aussi favorable de nous être utile, et son concours nous est assuré, nous n'en doutons pas. Quant à la bienveillance du gouvernement à notre égard, elle ne saurait faire difficulté pour nous. Si l'on n'accueille pas la pétition du commerce de Bastia, au moins nous connaissons les motifs de ce refus, qui, dans tous les cas, ne saurait être qu'un ajournement, et le commerce de Bastia trouverait alors, dans les raisons même qu'on alléguerait, des motifs de réclamer plus vivement une institution si utile, si nécessaire à la Corse. Les objections qu'on pourrait lui faire, il n'aurait pas de peine à les réfuter et le gouvernement se convaincrerait par cette persévérance même, que Bastia est mûre pour l'institution qu'elle a réclamée aujourd'hui.

L'on nous adresse de Calvi la lettre suivante: nous ne pouvons qu'adhérer complètement aux réflexions qu'elle renferme et nous désirons vivement que le Ministre de la Guerre prenne en sérieuse considération les justes réclamations qu'elle formule :

Calvi, dimanche, 19 Juin 1842.

Deux superbes Paquebots à vapeur, le *Gastendi* et le *Fulton*, sont entrés ce matin dans le port de Calvi; ils ont débarqué un bataillon du 5^e de ligne, et sont repartis le soir même pour Bastia. Ces mêmes paquebots seront de retour à Calvi sous peu de jours, où ils viennent chercher un bataillon du 49^e pour le transporter à Marseille.

La population de cette ville, si éminemment française et toujours si dévouée à la cause nationale, s'est portée en foule sur le quai pour voir débarquer la nouvelle garnison, pour fraterniser avec elle dès son arrivée. Toutes les embarcations du port, montées par nos braves marins, ont aidé au débarquement, qui s'est opéré en moins de deux heures.

La joie des habitants de Calvi est toujours grande, lorsqu'il s'agit de recevoir des militaires français: c'est un accueil tout cordial; c'est une fête. Aujourd'hui ces sentiments, qui s'étaient manifestés d'abord, ont fait place à des sentiments d'une toute autre nature, à une émotion des plus pénibles. A peine le bataillon du 8^e avait-il mis pied-à-terre, qu'on a vu cinq compagnies, dont une de grenadiers et une de voltigeurs, recevoir l'ordre de partir immédiatement pour Corte. On n'a laissé ici que 155 hommes, sur lesquels 30 vont être détachés demain pour aller à l'île-Rou-

se. Ainsi, tout bien récapitulé, la première forte-resse de l'île ou comme l'appellent les officiers du génie, le boulevard de la Corse, n'aura pour toute garnison que 125 soldats et deux officiers! Nous nous trompons: il faut ajouter à ce chiffre celui de trois canonniers vétérans qui ont beaucoup de peine à tirer le canon le jour de la fête du Roi.

Personne ne l'ignore cependant: Calvi a été ruiné pour son dévouement à la France: ses décombres, ses ruines sont là, comme autant de glorieuses cicatrices, pour l'attester, pour le prouver à ceux-là mêmes qui paraissent ne pas avoir des yeux pour les voir, ni d'âme pour plaindre ses malheurs. Calvi, ville de guerre surtout, ne peut vivre que par les ressources que procure le département de la guerre. Le gouvernement, qui apprécie son importance au point de vue militaire, fait construire en ce moment un nouveau fort qui occasionnera peut-être une dépense d'un demi million. Est-il besoin de ce luxe de fortifications, s'il ne doit y avoir que 128 hommes pour les garder!!

Il serait difficile de peindre la douleur, ou plutôt le mécontentement et l'indignation qu'a éprouvé aujourd'hui la population de Calvi, en voyant défilier cinq compagnies pour se rendre en garnison à Corte. Est-ce là de la justice distributive? Est-ce là de la bonne politique?

Puissent ces lignes tomber sous les yeux de l'autorité militaire supérieure en qui nous avons pleine confiance! Peut-être les réflexions qu'elles contiennent pourraient-elles contribuer à faire reconnaître une erreur qui ressemble à une injustice, et à apporter promptement remède à un état de choses qui donne lieu aux plaintes les plus vives et les plus légitimes.

Les bateaux à vapeur le *Fulton* et le *Gastendi*, le dernier sortant des chantiers et faisant son premier voyage, sont arrivés, lundi matin, à 5 heures et demie, en face du port de Bastia, où ils ont jeté l'ancre. Ils ont débarqué l'état-major, la musique et la compagnie hors rang du 8^e de ligne. Ils sont repartis le lendemain mardi, à 3 heures du matin amenant avec eux l'état-major du 49^e de ligne, se rendant à Marseille en passant de nouveau par Calvi, où ils ont dû prendre le 3^e bataillon de ce même régiment, en garnison à Corte.

L'Ecole-Pauli vient d'être inspectée par M. Haart recteur de l'académie. Il a paru satisfait des résultats obtenus dans toutes les classes d'enseignement supérieur. Ces résultats sont dus en grande partie à la capacité éprouvée des professeurs. Entourés de toutes sortes de difficultés ils ont dû redoubler de zèle pour suppléer à l'absence de ceux qui manquent, et, dont la nomination, ne peut plus être retardée sans compromettre la stabilité de cet établissement national. Si le projet d'une organisation définitive soumis par M. le recteur, au conseil royal, est adopté ainsi qu'on a lieu de l'espérer, son avenir est assuré. Cette école renferme déjà tous les éléments d'un développement progressif. Il serait temps qu'elle prit dans l'ordre universitaire le rang que lui assignent son titre, la nature de son enseignement et le mérite du directeur et des professeurs, dont l'ardeur soutenue est d'autant plus louable, qu'ils n'ont reçu jusqu'ici d'autre encouragement, que l'estime de leurs chefs.

Hier matin, 24 de ce mois, est arrivé de Corte où il a inspecté l'école Pauli, M. Haart, recteur de l'académie de la Corse, remplissant les fonctions d'inspecteur général des études.

Les plaintes que nous avons exprimées dernièrement au sujet du long retard qu'ont éprouvé les passagers du bateau à vapeur le *Sebastiani* avant de pouvoir débarquer à Livourne le 13 courant, n'étaient point dirigées contre le bureau de santé de cette ville qui s'empresse toujours au contraire d'abréger les formalités relatives au débarquement. L'entreprise des bateaux à vapeur de la Corse pour Livourne n'a qu'à se louer des facilités qu'elle trouve dans les employés de cette administration. Mais il n'en est pas de même d'un employé de la police, trop bien connu à Livourne par ses procédés aussi arbitraires qu'intéressés, pour qu'il soit nécessaire de le nommer ici. Nous ne pensons pas que ces tracasseries ignobles, fassent partie de la consigne donnée à cet agent qui compromet ainsi aux yeux de l'étranger, son gouvernement et son administration. Mais il serait dans l'intérêt et du devoir de cette dernière, de rendre impossible la continuation d'abus si graves et qui entravent les relations commerciales de Livourne avec l'étranger.

La commune poursuit en ce moment, l'accomplissement des formalités à remplir pour la vente de diverses propriétés communales, destinées à concourir à la construction du palais de justice. Ces propriétés sont le bien communal du *Pineto*, et les terrains à bâtir de la place St. Nicolas.

M. Renucci, ancien principal du collège de Bastia, bibliothécaire de notre ville, est mort mercredi, à trois heures du soir, à Pero, son pays natal, où il s'était rendu depuis deux mois. C'est une perte, qui sera appréciée par toutes les personnes, qui ont connu cet homme si éclairé et si dévoué aux intérêts de son pays. Sa vie tout entière a été consacrée à la Corse, dont, pendant si long-temps, il a dirigé, avec tant d'habileté et de talent, la jeunesse. M. Renucci laisse un de ces vides qu'il est si difficile de combler. C'est un de ces hommes dont la mémoire peut servir d'excitation au bien et qui, quoique disparus de la scène de la vie, continuent encore à exercer une influence salutaire, par les bons exemples qu'ils ont donnés.

Nous avons à déplorer un nouveau suicide. Un voltigeur corse, en proie à des violentes souffrances, quel'art de la médecine n'avait pu calmer, s'est tiré, dans la nuit de 20 au 21, un coup de fusil; il a expiré à l'instant.

Nouvelles Diverses.

— M. le duc d'Orléans et M. le prince de Saxe Weymar ont visité l'Hôtel des Invalides. Ils ont été reçus par M. le lieutenant-général Petit, gouverneur par intérim. Les invalides, officiers et soldats, réunis dans la cour d'honneur, ont défilé devant le prince royal. On s'est ensuite rendu à la chapelle où reposent les cendres de Napoléon. Le vieux général Petit, le soldat fidèle de Fontenoy, s'approchant du tombeau, prit l'épée de l'Empereur, et la montra avec orgueil au prince de Weymar en lui disant: « Monseigneur, c'est l'épée d'Austerlitz et de Wagram! — De Wagram! répliqua le prince, alors je la connais: car c'est à Wagram que je reçus de l'Empereur la croix de simple légionnaire que je porte encore aujourd'hui. »

— Le bateau à vapeur le *Braganza* est arrivé récemment sans la ratification du traité de commerce avec le Portugal: cela a causé un vif mécontentement dans la cité. On attribue à l'ambas-

sadeur de France les retards qu'éprouve la conclusion de ce traité, et l'on commence à suspecter la bonne foi du duc de Palmella.

Les journaux anglais annoncent que l'ambassadeur de France en Portugal, M. Varennes, a été rappelé. On l'ignore encore en France.

— On lit dans le *Morning-Post*:

On nous permet de transcrire le triste passage suivant, d'une lettre particulière adressée par un officier du 3^e régiment des indigènes à un de ses amis en Angleterre:

« A Medabad, 22 avril 1842.

« La nouvelle vient d'arriver que la garnison de Ghuzore a été détruite jusqu'au dernier homme. Il y avait vingt-cinq officiers et sept cents hommes, les malades compris. Les Cipayes n'avaient pas la force de tenir leurs fusils, les Ghazis s'en étant aperçus les ont cernés et détruits. »

— Le tribunal de commerce de Paris vient de juger que le souscripteur d'un billet à ordre qui a été soustrait au bénéficiaire, doit être condamné à le payer à celui-ci, bien qu'il prouve en avoir acquitté le montant à son échéance, s'il n'a eu la précaution de le faire acquitter par celui qui le lui a présenté.

— On écrit d'Auzay-le-Château, 6 juin, au *Progrès d'Arras*:

« Un accident qui fait frissonner d'horreur et tel qu'on aura peut-être peine à y ajouter foi, vient d'arriver près de la ferme de Célandre, commune de Gennes-Ivergny. Un jeune enfant conduisait paître un cheval, et l'imprudent s'était attaché au poignet la corde du licol. Tout-à-coup l'animal s'épouvante et s'emporte, entraînant sous lui son infortuné conducteur. A peine celui-ci avait-il jeté quelques cris de désespoir, que déjà tout son corps soulevé aux pieds, meurtri et déchiré, n'offrait plus que d'horribles lambeaux. Ici un cœur tout fumant, là des entrailles palpitantes, plus loin un crâne entièrement fracassé marquaient la course ensanglantée du cheval qui, convert d'écumé, retourna à la ferme, ne rapportant au bout de son lien, de tout ce cadavre dépecé, qu'un bras détaché de l'épaule. »

L'*Acadia*, arrivé à Liverpool le 12 juin, a apporté de déplorables nouvelles de Saint-Domingue. L'île entière a éprouvé, le 9 mai, de violentes secousses de tremblement de terre. La ville du Cap-Haïtien est totalement détruite, dit le *Patriote*, journal de Port-au-Prince, tant par les secousses du tremblement de terre que par un incendie qui s'est déclaré immédiatement après. A Port-au-Prince beaucoup de maisons ont souffert, mais elle sont restées debout. A Conaiven un grand nombre de maisons ont été renversées; un incendie qui a éclaté en même temps a fait de grands ravages; on n'avait pas une goutte d'eau pour l'éteindre.

On dit, mais il est à croire que ce bruit est exagéré, que les deux tiers des 15,000 habitants du Cap est péri.

— Il paraît que le gouvernement anglais a des nouvelles de Jellalabad de trois jours plus fraîches que celles données au public; on apprend par cette voie, que le général Pollock a opéré sa jonction avec sir Robert Sale, et qu'à la tête de leurs forces combinées ils peuvent entreprendre des opérations offensives.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

AVIS JUDICIAIRE.

D'un acte de Moretti huissier en date du premier du mois d'avril dernier, dûment enregistré, il résulte que le sieur Louis Flach propriétaire

domicilié et demeurant à Calvi, lequel a constitué pour avoué M^r Antoine Flach demeurant au dit lieu et exerçant au tribunal civil de Calvi, a fait procéder à la saisie immobilière, au préjudice des sieurs et dame Jean-André et Victoire conjoints Mastagli, propriétaires demeurants aussi à Calvi, de toute sa portion appartenant aux dits époux Mastagli dans la maison dite de *Caitaneo*, située au faubourg de Calvi, tenant d'orient à la grande rue où elle a son entrée, d'occident à la rue dite des *Fours*, et des deux autres côtés à deux petites ruelles qui la séparent à gauche et à droite de deux maisons appartenant au sieur Gaetan Flach de Calvi, ladite portion de maison saisie se composant du troisième étage, des mansardes, d'un magasin placé immédiatement à droite de la porte d'entrée et donnant sur la grande rue, ainsi que d'une cave, d'un four et d'une écurie situés sur les derrières de la maison, laquelle saisie a été transcrite au bureau des hypothèques de Calvi le quatre avril dernier.

La mise à prix de ladite portion de maison est de six mille deux cents francs ci. . . 6200 fr.

La vente aura lieu en trois lots. Le premier lot dont la mise à prix est de mille francs, se composera du four et du magasin placé à droite de la porte d'entrée. Le second lot se composera de la cave et de l'écurie et la mise à prix en est de sept cents francs. Le troisième lot se composera du troisième étage et des mansardes, dont la mise à prix est de quatre mille francs.

L'adjudication aura lieu le vingt-cinq juillet prochain, à midi à l'audience des criées du tribunal civil séant à Calvi où la saisie se poursuit et au lieu ordinaire de ses séances. S'adresser pour connaître les charges de l'enchère au dit M^r Antoine Flach avoué qui occupera pour le saisisant.

Fait à Calvi le quinze juin mil huit cent quarante deux A^e FLACH.

Enregistré à Calvi le quinze juin mil huit cent quarante deux, au folio 199, V^o Case 6; reçu pour droit fixe un franc et dix centimes pour décime.

Le Receveur de l'Enregistrement,
FLACH.



FERME DE BIENS COMMUNAUX.

Le public est prévenu que le cinq juillet mil huit cent quarante deux, à midi, il sera procédé par voie d'enchères publiques dans la salle de la Sous-Préfecture de Bastia à l'adjudication, pendant six années consécutives, qui commenceront le premier juillet mil huit cent quarante deux et finiront le trent'un décembre mil huit cent quarante sept, des biens ruraux appartenant à la Commune de Pietracorbara, et sur une mise à prix de Quatre cents francs par an.

Les offres seront reçues et l'adjudication sera faite en présence des Maire, de l'adjoint, d'un Conseiller municipal et du Receveur de la Commune précitée.

Ceux qui voudront prendre connaissance du cahier des charges pourront s'adresser au secrétaire de la Sous-Préfecture qu'à la Mairie de Pietracorbara.

Fait à Bastia le 20 juin 1842.

Le Sous-Préfet.

MORATI.

DE PAR SA MAJESTÉ
LOUIS-PHILIPPE I^{er} ROI DES FRANÇAIS.

Vente et adjudication sur saisie immobilière.

1^{re} D'un étage de maison, composé de cinq pièces et greniers au-dessus, ayant dix-sept ouvertures, y compris les lucarnes; ledit étage et greniers se trouvent aussitôt sous le toit, lequel est couvert en ardoises du pays, aboutissant au couchant avec la dame Anne-Caroline veuve Casabianca, au levant avec des emplacements du sieur Ange-Michel Filippi, au-dessous avec étage dudit sieur Filippi, imposés à la contribution foncière pour l'année courante à la somme de quinze fr. ci 15 fr. : à l'art. 610;

2^o Un terrain à ensemençer au lieu dit *Melo*, d'une étendue de 950 ares environ, aboutissant du côté du midi et au levant avec M. l'avocat Xavier Casabianca, au nord avec chemin public, au couchant avec les sieurs frères Buttafoco, ledit terrain imposé à la contribution foncière pour la somme de trente-quatre fr., cinquante centimes, ci 34 fr. 50 c. : à l'art. 594;

3^o Un terrain à ensemençer, dit *Orditella Soprana*, d'une étendue de 450 ares environ, aboutissant au levant avec chemin public, au midi avec une propriété dudit sieur Filippi, au couchant avec le sieur Xavier Casabianca, et au nord avec rivière, ledit terrain imposé à la contribution foncière pour la somme de huit fr., soixante-un centimes, ci 8 fr. 61 c. : sous l'art. 601;

4^o Un autre terrain à ensemençer au lieu dit *Orditella Sottana*, d'une étendue de 600 ares environ, aboutissant au midi avec terrain des hoirs du feu Hyacinthe Petignani, au couchant et au nord avec chemin public, et avec terrain des hoirs du feu sieur Marc Casella, au levant avec propriété du sieur Xavier Casabianca, ledit terrain imposé à la contribution foncière à l'art. 610, pour une somme de trente fr., ci 30 fr.; entre ces deux dernières propriétés se trouve une petite maisonnette, qui forme un rez-de-chaussée, et une seule pièce, laquelle n'est couverte qu'au moyen d'une terrasse, et a sa porte d'entrée du côté du midi;

5^o Une vigne et jardin, au lieu dit *Querciolo*, avec plusieurs arbres fruitiers, comme ce serait des oliviers, des orangers, des citronniers et autres qualités d'arbres, où il se trouve aussi une ancienne mesure en très mauvais état et découverte, qui ne forme qu'une espèce de rez-de-chaussée, lesquels vigne et jardin aboutissent au levant avec rivière, au midi avec les hoirs de Baldassar Franceschi, au couchant avec les hoirs de feu Thérèse née Carli, au nord avec les hoirs de feu Jean-François Giamarchi, ainsi qu'avec un ancien chemin;

6^o Un terrain à ensemençer dit *Pietro Casale et Peri*, au lieu dit *Querciolo*, aboutissant au nord avec les sieurs Ignace Antonetti et Charles-Paul Franceschi, au levant avec route royale, au couchant avec châtaigniers de Marie veuve Rinaldi, et au midi avec rivière;

7^o Autre terrain également à ensemençer dans le même territoire de *Querciolo*, au lieu dit *Griggi*; lequel aboutit du côté du levant avec les hoirs du feu sieur François-Marie Casabianca, du midi avec une vigne d'Anne-Marie Saliceti, du couchant avec un terrain acquis par feu Antoine-André, Filippi de Vittini de la Porta, du nord avec rivière; lesdits vigne, jardin, et terres sont d'une étendue de 1750 ares environ; trois maisonnettes se trouvent dans les susdites propriétés de *Querciolo*, une est composée de deux pièces rez-de-chaussée, couverte en ardoises du pays, ayant deux portes d'entrée, l'une donnant du côté du midi, et l'autre au nord; la seconde ne formant

qu'une seule pièce au rez-de-chaussée, couverte en ardoises du pays, ayant son entrée au levant; la troisième composée d'un rez-de-chaussée, formant quatre pièces, ayant quatre portes d'entrée, donnant toutes au levant; un étage au-dessus composé de quatre pièces, avec douze ouvertures, ladite maison est couverte en ardoises du pays, tous les immeubles sis au *Querciolo* sont imposés à la contribution foncière sur les articles 586, 590, 591, 594, 593, 596, 597, 598, 599, pour une somme de cinquante-huit francs, cinquante-trois centimes, ci 58 fr. 53 c.; toutes les susdites maisons, jardin, vigne et terres ci-dessus énoncées sont situées dans la commune de *Venzolasca*;

8^o Terre à ensemençer au lieu dit *Aja-Rossa*, territoire de la commune de *Vescovato*, d'une étendue de 675 ares environ, aboutissant au midi avec le sieur Paul-Louis Vinciguerra, au nord avec chemin public qui conduit à *Vescovato*, et au levant avec route royale, et avec les frères Giamarchi, imposée à la contribution foncière pour une somme de seize francs vingt centimes, ci 16 fr. 20 c. sous le N^o d'ordre 490.

Tous les biens susdits sont gardés et travaillés par les laboureurs, Jean Nicolai, Pierre-François Nicolai, Ange-Toussaint Andolfini, Ange-Toussaint Bruzi, Jean-Baptiste Chiosi, et Ange Albertini.

Les quels immeubles ont été saisis par le sieur Philippe Ajmò, ancien commerçant et propriétaire, demeurant et domicilié à Bastia, sur le sieur Filippi Ange-Michel, propriétaire, demeurant et domicilié à *Venzolasca*, par procès-verbaux de l'huissier Bartoli sous la date des 29 et 30 mars 1842, enregistrés et transcrits le 13 avril 1842 au bureau des hypothèques de Bastia.

L'adjudication de ces immeubles aura lieu le 16 juillet prochain 1842, à l'audience du tribunal civil de Bastia, qui tient ses séances aux Missonnaires, onze heures du matin; ils seront adjugés en cinq lots, sur les mises à prix fixées par le sieur Ajmò saisissant, conformément à la loi, de la manière suivante,

SAVOIR :

1^{re} La mise à prix de l'étage de maison et greniers est de deux mille francs, ci . . . 2000 fr.

2^o L'immeuble rural dit *Melo*, sa mise à prix est de deux mille francs, ci . . . 2000 fr.

3^o Les immeubles ruraux dits *Orditella Soprana et Sottana*, sa mise à prix est de deux mille cent francs, ci . . . 2100 fr.

4^o Les vigne, jardin, terres, maisonnette et arbres fruitiers, au lieu dit *Querciolo*, sa mise à prix est de huit mille francs, ci . . . 8000 fr.

Tous les susdits immeubles sont situés dans la commune de *Venzolasca*, canton de *Vescovato*.

5^o L'immeuble sis dans la commune de *Vescovato*, dit *Aja-Rossa*, sa mise à prix est de mille cent francs, ci . . . 1100 fr.

M^{re} Aschero avoué près le tribunal civil de Bastia, y demeurant, rue Colonella, est chargé d'occuper pour le sieur Philippe Ajmò saisissant dans cette affaire; on peut s'adresser à lui pour obtenir d'autres renseignements, si on les croit nécessaires.

Fait à Bastia, le 25 juin 1842.

ASCHERO, Avoué.

È stato smarrito, mercoledì quindici del corrente mese, nel Comune di Sisco, un Bue alto un metro e otto centimetri, di pelame color cenere scuro, con un morso sotto l'orecchio diritto in forma di C, e sopra sporcato.

Colui che l'avesse ritrovato o fosse nel caso di darne qualche recapito è pregato dirigersi al Sig.^{re} Carlo Giuseppe Corti, proprietario in detto Comune, il quale offre una lecita ricompensa.



LE BATEAU A VAPEUR

LE MARÉCHAL SEBASTIANI

Partira de Bastia le 10 juillet prochain, à 8 heures du soir pour l'Ile-Rousse, d'où il repartira à 8 heures du matin et se rendra à Bastia dans la journée.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 18 au 24 juin 1842.

ARRIVÉES.

Marseille. brick Jules, Castellini, lest.
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.
Portovechio. mistick Antoinette, c. Paoli, bois.
Marseille brick-goëlette Conception, c. Monégia, diverses.
Pronete. gondole St-Joseph, c. Bonelli, fer.
Calvi. bat. à vap. de l'Etat Gassendi, c. Bérard, capitaine de corvette.
Calvi. bat. à vap. de l'Etat Fulton, c. d'Harcourt, lieutenant de vaisseau.
Pronete. brick-goëlette St-Antoine, c. Guasco, bois et huile.
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Lota.
Macinaggio. gondole St-Simon, c. Filippi, div.
Portovechio. brick-goëlette Phénix, c. Guasco, bois.
Cagnano. gondole Vierge des Carmes, c. Castellanne, chaux vive.
Gênes. bouf V^{re} des Carmes, c. Figalo, riz et pât.
Toulon et Marseille. brick-goëlette Ville de Bastia, c. Zuani, poudre et diverses.
St-Pellegrino. goëlette St-Joseph, c. Mécolin, bois de construction.
Fiumorbo. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota.
Toulon. b. à v. Liamone, c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Marseille. mistick St-Joseph, c. Collari, diverses.
Macinaggio. gondole St-Jean-Baptiste, c. Calvani, lest.
St-Pellegrino. goëlette St-Joseph, c. Mécolin, lest.
Toulon. bat. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches.
Macinaggio. gondole St-Clément, c. Damiani, l.
Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Valzi.
Calvi et Marseille. bat. à vap. de l'Etat Gassendi, c. Bérard, capitaine de corvette.
Calvi et Marseille. bat. à vap. de l'Etat Fulton, c. d'Harcourt, lieutenant de vaisseau.
Cagnano. gond. Cœur de Jésus, c. Defendini, l.
Macinaggio. gondole St-Simon, c. Filippi, div.
Fiumorbo. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota.
Pronete. gondole St-Erasme, c. Damiani, lest.
Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Lota.
Civitavecchia. brick Jules, c. Castellini, lest.
Marseille. brick-goëlette Phénix, c. Guasco, b.
St-Pellegrino. br.-goëlette Antoinette, c. Lota, l.
Fiumorbo. bouf Précurseur, c. Cardilla, lest.
Pronete. gondole Annonciation, c. Damiani, div.
Cagnano. gondole Vierge des Carmes, c. Castellanne, lest.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.